l'Anticapitaliste
n°593 | 2 décembre 2021 — 1,50 €
l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

DES EMBAUCHES ET DU FRIC POUR L'HÔPITAL PUBLIC

Dossier

SANTÉ, L'HEURE EST À LA MOBILISATION

Pages 6 et 7

ÉDITO
Les crimes de Monsieur Hulot
Page 2

PREMIER PLAN
MigrantEs : les frontières tuent, il faut les ouvrir !
Page 3

ACTU INTERNATIONALE
Allemagne. Nouveau gouvernement : «Oser la continuité» ?
Page 4

LIBRE EXPRESSION
«Aux États-Unis, l'insécurité alimentaire est beaucoup plus élevée qu'avant le Covid» Page 12

édito

Par **MANON BOLTANSKY**

Les crimes de Monsieur Hulot

Après quatre ans d'investigations de la journaliste Virginie Vilar, la diffusion de l'émission «Envoyé spécial» jeudi 25 novembre a mené à un réveil de l'opinion publique et de la justice (ouverture d'une enquête préliminaire) concernant Nicolas Hulot. Combien de témoignages et d'années de silence et de souffrance auront été nécessaires? Beaucoup trop.
Ces femmes dénoncent des faits, graves et répétés, d'agressions et de viols sur mineure et sur de très jeunes femmes, malheureusement aujourd'hui pour la plupart prescrits. Mais ce que révèle le reportage, c'est aussi que ces faits étaient connus autour de lui et qu'un écosystème s'était mis en place autour de ses pratiques. Cela nous rappelle des témoignages sur l'entourage de DSK ou de Denis Baupin. Des bruits couraient, des gens savaient, son équipe «prévenait» les femmes de ne pas rester seules avec lui, de se méfier des endroits clos, etc. Soit une reconnaissance de ces attitudes de prédation classiques des agresseurs sexuels en série, dont on connait très bien la dangerosité mais dont on accompagne et organise l'impunité au nom de leur pouvoir politique.
Comme souvent, la réaction de l'intéressé a été la stratégie victimaire. Il a pris les devants en s'invitant sur BFM-TV le soir précédant la diffusion du reportage, s'est dit *«écœuré»* et *«choqué»* par les accusations. Hulot fustige un *«tribunal médiatique»* qui l'aurait déjà condamné, alors même que, comme le reportage le rappelle, des faits de même nature lui avaient déjà été reprochés lors d'un dépôt de plainte en 2008, affaire ressortie par le journal *Ebdo* en 2018 alors qu'Hulot était ministre. Tout cela sans suites… et même pire!
À cette époque, Hulot avait déjà été, au contraire, couvert et soutenu par le reste du gouvernement et le président lui-même. La ministre déléguée à l'Égalité femmes-homme Marlène Schiappa avait même été envoyée au front pour nous expliquer que Hulot était un homme de confiance, *«sympathique»*. La macronie a ainsi participé au renversement de culpabilité, classique, dont le but est de silencier les femmes: l'accusé devient la victime, les femmes mentent, sont suspectes, ne parlent pas comme il faut, trop, trop tard, pas assez…
C'est bien pour toutes ces raisons que le mouvement #MeToo est si puissant et indispensable au mouvement féministe. Aujourd'hui il s'élargit enfin un peu au champ politique, souvent le plus coercitif… Cette parole doit encore grossir, s'amplifier et pour cela il faut la soutenir et le dire, haut et fort, à toutes les victimes: «Oui, nous vous croyons!»

BIEN DIT

On a perdu 5000 emplois en vingt ans: aujourd'hui, nous ne sommes plus que 8000 à assurer la gestion des forêts publiques. La baisse des effectifs a conduit à un recentrage sur les activités commerciales au détriment de nos missions de service public.

Patrice Martin, secrétaire général du Snupfen-Solidaires, premier syndicat à l'Office national des forêts (ONF).

À la Une

MigrantEs: les frontières tuent, il faut les ouvrir!

Mercredi 24 novembre, les corps de 27 migrantEs qui tentaient de gagner le Royaume-Uni sur une embarcation de fortune ont été repêchés dans la Manche, au large de Calais. Cet énième drame révèle encore une fois la situation tragique des migrantEs et l'instrumentalisation dont ils et elles sont l'objet partout, dans l'Union européenne comme à ses frontières.

En Turquie depuis des années et plus récemment en Biélorussie, les dictateurs Erdogan et Loukachenko utilisent la «menace migratoire» comme monnaie d'échange dans leurs rapports de forces géopolitiques avec l'Union européenne. Cette dernière se prête à ce macabre marchandage en obtenant en retour une externalisation du «sale boulot» – refouler les migrantEs – par ces pays encore moins soucieux des droits humains. Quant aux pays du Maghreb, ils sont eux aussi rémunérés pour empêcher les migrantEs d'arriver, les livrant ainsi aux pires destins en mer Méditerranée ou sur terre, en particulier en Libye.
Au sein de l'UE, la même politique règne, à peine édulcorée: fermer les frontières, dépenser des centaines de millions d'euros afin de pourchasser les migrantEs et instrumentaliser ces dernierEs à des fins de marchandage entre États sur fond d'offensive raciste. Ainsi, la Pologne planifie la construction d'un mur, le Danemark voudrait expulser les réfugiéEs syriens arrivés en 2015, et l'Italie a refusé que des navires qui viennent en aide aux migrantEs accostent sur ses terres.
Dans un contexte de tensions post-Brexit, le Royaume-Uni et la France se livrent à une indécente tartufferie alors qu'un accord sur les migrantEs a bien été signé en 2004 entre les deux pays. Le premier fait mine de ne pas être responsable de ce qui ne se passe pas officiellement sur ses terres. La seconde verse des larmes de crocodile, se victimise et fait comme si le dernier drame en date était un fait isolé, nouveau, dont elle ne serait pas responsable…

En France, on chasse les migrantEs

Cette odieuse politique française n'est pas nouvelle, mais Macron repousse les limites de ses prédécesseurs, avec des moyens d'accueil ridicules tandis que les moyens de répression sont eux en constante augmentation: les demandes d'asile acceptées se réduisent, les migrantEs sont harcelés, leurs tentes détruites, leurs biens confisqués… Des faits avérés que les ministres s'évertuent cyniquement à nier, à l'instar de Dupond-Moretti déclarant: *«Vous vous rendez compte de ce que l'on suggère? Que l'on pourrait comme ça impunément lacérer des tentes, qu'on l'encouragerait et qu'on ne distribuerait pas des vivres à ces migrants?»* Décidément pas à une abjection près, Darmanin est allé encore plus loin en expliquant, à propos des traversées de bateaux vers la Grande-Bretagne, que *«les migrants utilisaient des bébés et les menaçaient de les jeter dans une eau à quelques degrés, sur un moteur, si* [les policiers français] *venaient les interpeller»*.
Dans le cadre de la campagne présidentielle, alors que Macron met déjà largement en œuvre leur politique, les candidats de LR se distinguent à peine de Le Pen et Zemmour. Ils rivalisent dans une surenchère de haine, de stigmatisation et de propositions répressives qui aggraveraient encore le sort des migrantEs mais aussi de touTEs les immigréEs. Le Pen et Zemmour ont un projet de société ségrégationniste. Le second, qui vient sans surprise d'annoncer sa candidature, ne se cache même pas de vouloir déporter des millions d'immigréEs!

Accueillir toutes et tous

Rien ne sert de se défausser sur les «passeurs», les pays voisins ou d'origine. Les États européens, la France en tête, sont responsables de la situation. Ainsi, les grandes puissances impérialistes portent une responsabilité ancienne et écrasante dans le fait que ces «damnéEs de la terre» quittent leur lieu de vie: pillage des ressources, interventions militaires, destruction des économies et des écosystèmes, soutien aux pires régimes, déstabilisation de ceux qui ne rentrent pas dans le rang… Leur politique est criminelle, car on sait que les frontières tuent d'autant plus qu'elles sont fermées. La taille et la richesse de l'UE permettraient pourtant d'accueillir les migrantEs sans aucun problème. Toute solidarité internationale passe par l'accueil de toutes et tous, pour la liberté de circulation et d'installation. Cela commence aussi par la régularisation de touTEs les sans-papiers. Ce qui veut dire: lutter. À ce titre, on ne peut que se féliciter que des initiatives soient en préparation en vue du 18 décembre, Journée internationale des migrantEs, avec la perspective de manifestations dans plusieurs villes de France. Le NPA et son candidat Philippe Poutou seront évidemment partie prenante de ces mobilisations, et œuvreront à contribuer à la réussite de cette importante étape dans la construction de la nécessaire riposte antiraciste.

ANTILLES L'État jette la Martinique et la Guadeloupe dans le chaos

Depuis plusieurs semaines, la Martinique et la Guadeloupe sont en ébullition. Une crise sociale majeure qui couvait depuis longtemps a explosé en réaction, au départ, aux obligations sanitaires que l'État voulait imposer à une population à qui la France ne sait pas parler d'autre langage que celui de la répression.

L'image caricaturale du colonialisme tardif qui sévit en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane, est représentée – hasard ou nécessité? – par le ministre des Colonies, un certain Lecornu. L'individu débarque en Guadeloupe, précédé de son armada (GIGN, RAID) qui n'a pas à ce jour rétabli «l'ordre» que ledit ministre donnait comme condition de sa venue.

«République» à géométrie variable

À peine descendu de son char, l'envoyé impérial rencontre les forces de l'ordre et bombe le torse dans une conférence de presse menaçante. Il formule une exigence surréaliste: la discussion avec les organisations syndicales est subordonnée à la dénonciation par les syndicats des violences nocturnes qui se sont déroulées en marge du conflit.
Le conflit a un point de départ: le refus de l'obligation vaccinale et du pass sanitaire par une nette majorité de la population tant en Guadeloupe qu'en Martinique. Ce refus est largement un effet collatéral du colonialisme. La défiance de la population vient de loin. L'indignation liée au scandale du chlordécone n'est que l'exemple le plus prégnant des dernières décennies.

Un monde à changer

HYPER-CONCENTRATION DANS LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE
Dans son *« Portrait social de la France »* publié le 25 novembre, l'Insee livre d'intéressantes statistiques sur le logement, et notamment les inégalités concernant la propriété. On apprend ainsi qu'en France, près d'un quart des ménages (24%) sont « multipropriétaires », et qu'ils détiennent à eux seuls plus des deux tiers (68%) des logements possédés par des particuliers. Précisions de l'Insee : *« Plus leur niveau de vie augmente, plus les ménages détiennent un nombre élevé de logements. Ainsi, 58% des multipropriétaires sont aisés ou plutôt aisés, contre 34% de l'ensemble des ménages. Les ménages multipropriétaires sont plus âgés et plus souvent en couple que l'ensemble des ménages. De plus, leur résidence principale se situe plus fréquemment dans les couronnes des aires d'attraction des villes. La moitié des ménages multipropriétaires possèdent au moins un logement mis en location, contre 13% pour l'ensemble des ménages. Dès le troisième logement possédé, la propriété immobilière des particuliers est essentiellement à usage locatif. Les ménages possédant plus de logements recourent davantage aux sociétés civiles immobilières. »*
Et ce n'est pas tout. Car comme bien souvent en ce qui concerne les richesses, lorsque l'on zoome, on se rend compte qu'un premier chiffre témoignant d'une concentration en cache un second, qui témoigne lui d'une hyper-concentration : ainsi, les ménages propriétaires d'au moins cinq logements représentent 3,5% des ménages, mais ils détiennent 50% des logements privés en location. En d'autres termes, une infirme minorité de multipropriétaires possède la moitié du parc locatif privé, et s'assure ainsi de confortables revenus en prélevant une véritable rente sur le dos des locataires. Commentaire de l'Insee : *« Cette concentration de la propriété des logements en location reflète une logique d'accumulation patrimoniale »*. Et pendant ce temps, selon les estimations de la Fondation Abbé-Pierre, 300 000 personnes sont sans domicile et 4,1 millions sont mal logées. Un monde qui marche sur la tête…

Le chiffre

90 %

D'après une étude réalisée par l'association Générations futures, on trouve des résidus de pesticides dans 90% des habitations situées à une distance de 20 à 100 m des cultures. En France, les règles actuelles fixent les distances minimales d'épandage des pesticides à cinq mètres pour les cultures basses, dix mètres pour les cultures hautes et vingt mètres pour les pesticides cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques avérés…

Agenda

Vendredi 3 décembre, rencontre de la libraire La Brèche avec Nils Andersson & Léopold Lambert, Paris 12e. À 19 h, à la librairie, 27, rue Taine, Mº Daumesnil.

Samedi 4 décembre, journée nationale de mobilisation dans la santé. À Paris, manifestation à 13 h place Vauban vers le ministère des Solidarités et de la Santé.

Samedi 4 décembre, manifestation pour la défense de l'assurance chômage et contre la précarité, Paris. À 14 h place Joffre (Mº École-Militaire).

Dimanche 5 décembre, manifestation antifasciste contre Zemmour, Paris. À 13 h, Barbès (lire article ci-contre).

Mardi 7 décembre, journée de mobilisation du social et médico-social. À Paris, manifestation à 13 h 30 au Mº Saint-Jacques (lire article page 7).

Jeudi 9 décembre, réunion publique de soutien à la lutte du peuple kanak, Paris. À 18 h, à la Bourse du travail (3, rue du Château-d'Eau, Paris 10e).

NO COMMENT

Je m'interroge sur la dénomination du nouveau variant : Omicron ? Est-ce une blague ou un mot proche du patronyme de notre président pour que ce mot soit seriné plusieurs fois par jour à nos oreilles jusqu'aux présidentielles ?

CHRISTINE BOUTIN, Twitter, 28 novembre 2021.

ZEMMOUR CANDIDAT

Construisons une riposte sociale antifasciste, manifestons dès dimanche à Paris !

Cette fois, c'est officiel : Éric Zemmour est candidat à l'élection présidentielle de 2022. Cette candidature, comme celle de Marine Le Pen, représente un danger pour la très grande majorité de la population.

La misogynie crasse de Zemmour l'a conduit à être accusé de plusieurs agressions sexuelles au printemps dernier. Sa candidature et la couverture médiatique qui lui est offerte sont une insulte à toutes les femmes, et un crachat adressé aux mobilisations contre les violences sexistes et sexuelles. Ses sorties sur Pétain, qui aurait *« protégé les Juifs français »*, révèlent, parmi d'autres déclarations outrancières, un antisémitisme à l'image de celui qui continue de structurer une partie de la société française. Il ne cache pas, en outre, son homophobie, lorsqu'il agite la menace du *« lobby LGBT »* et déclare, par exemple, à Pleurtuit en octobre dernier, qu'il faut *« virer les LGBT de l'Éducation nationale »*. On notera par ailleurs que son programme économique, esquissé lors du salon du « made in France », est annonciateur de nouvelles attaques contre le monde du travail (augmentation de l'âge de départ en retraite à 67 ans) et de cadeaux au patronat (réduction des impôts des entreprises).

Un projet de société mortifère

C'est probablement sur le terrain du racisme et de l'islamophobie que son programme fait le plus froid dans le dos. La *« remigration »* qu'il défend signifie en réalité la déportation de millions d'étrangerEs et plus généralement des personnes racisées et de touTEs ceux qui n'acceptent pas les « valeurs » qu'il souhaite imposer à la société. Condamné pour *« provocation à la discrimination raciale »*, Éric Zemmour est un adepte de la fumeuse et dangereuse théorie du *« grand remplacement »*, une véritable incitation à la guerre civile dont s'est revendiqué, par exemple, le terroriste suprémaciste australien Brenton Tarrant, qui a assassiné 51 personnes lors d'un double attentat contre des mosquées à Christchurch en mars 2019.
Mais nous n'oublions pas que Zemmour formule de façon outrancière un programme similaire à celui de Marine Le Pen et du RN. Dans le sillon de leurs campagnes politiques, des militants d'extrême droite multiplient les agressions, comme récemment encore lors de la manifestation contre les violences faites aux femmes à Paris, et vont même jusqu'à organiser des projets d'attentat terroriste.
Nous n'oublions pas qu'en dénonçant le « wokisme », en menant des campagnes contre l'« islamo-gauchisme », en dissolvant des organisations de défense des musulmanEs, en réprimant violemment les manifestations, en multipliant les dispositifs liberticides, en organisant la traque aux migrantEs, le gouvernement légitime les discours et actions d'extrême droite. En retour, l'offensive politique menée par l'extrême droite favorise et accélère le cours autoritaire du gouvernement.
L'heure n'est plus à tergiverser. Le NPA appelle l'ensemble des organisations politiques, syndicales, associatives, et les différents collectifs à se réunir pour construire une riposte sociale antifasciste. Pour être à la hauteur des enjeux, celle-ci doit être la plus massive possible, tout en assumant sa radicalité antifasciste, nécessaire au vu des enjeux. La réussite de la manifestation de ce dimanche à Paris, contre le meeting d'Éric Zemmour au Zénith, doit être une première étape en ce sens.

Nouveau Parti anticapitaliste

Confronté à ce refus massif, le pouvoir colonial n'a trouvé qu'une réponse : la « loi de la République » doit s'appliquer sur tout le « territoire national ». Les dérogations, c'était bon pour l'interdiction de semer le poison du chlordécone. Ce n'est pas pensable pour l'obligation vaccinale !

Situations complexes

En Guadeloupe, une mobilisation profonde, unitaire, sous l'égide du mouvement syndical, met régulièrement dans la rue des milliers de manifestantEs et des barrages sur l'ensemble du territoire.
En Martinique, la situation est plus complexe. La grève générale, partiellement suivie, entre parfois en discordance avec des barrages qui gênent aussi le déplacement des militantEs lors des appels quasi quotidiens au rassemblement à la maison des syndicats. Une fraction de la jeunesse porte sa colère, à la fois contre l'obligation vaccinale et sur le désastre social qui ronge le pays. En marge, des destructions, des pillages, des incendies frappant quelquefois des éléments dont la population a besoin (lycée, centre de formation, cabinets médicaux, pharmacie, bureau de poste de proximité…). La récente attaque d'une gendarmerie, dans un tel contexte, prend un relief particulier.

Les exigences du moment

L'État, les éluEs, les autorités en général se révèlent incapables d'organiser une sortie de crise par une véritable négociation.
Une grande responsabilité repose aujourd'hui sur une intersyndicale interprofessionnelle et sur celle de la santé qui a pendant plusieurs semaines tenu la dragée haute au pouvoir. Renforcer la cohésion et l'unité de ces structures, assurer la coordination des forces en lutte, contraindre les éluEs progressistes à se mettre à la hauteur qu'exige la situation, telles sont les tâches auxquelles nos camarades s'attellent. La solidarité du mouvement ouvrier de France est une nécessité pour éviter le pire et ouvrir la voie à de réelles avancées.

Correspondants

@SIMAWONFOTO

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : 01 48 70 42 27 redaction@npa2009.org
Diffusion : 01 48 70 42 31 diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN : 2269-3696
Commission paritaire : 0419 P 11508
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).
Tirage : 6 500 exemplaires
Directeur de publication : Julien Salingue
Secrétaire de rédaction : Julien Salingue
Maquette : Ambre Bragard
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 22 Fax : 01 48 59 23 28 Mail : rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®

n°593 | 2 décembre 2021 | l'Anticapitaliste

INDE Comment le mouvement des agriculteurs a mis le gouvernement Modi à genoux

Dans ce qui sera salué comme une grande victoire pour le mouvement des agriculteurs qui dure depuis un an, le Premier ministre Narendra Modi a annoncé vendredi 19 novembre la décision de son gouvernement d'abroger les trois lois agricoles controversées.

Jusqu'à présent, le gouvernement de l'Union s'était montré implacable, et nul autre que Modi lui-même avait qualifié avec mépris les agriculteurs protestataires d'*« andolan jeevi »* (ceux qui vivent des agitations) devant le Parlement. L'appareil du BJP (Bharatiya Janata Party, Parti indien du peuple) a tenté de faire passer l'agitation des agriculteurs pour une action menée par des séparatistes khalistanais [indépendantistes sikhs de l'État du Pendjab] et financée par des groupes terroristes.

Féroce répression

Cependant, les agriculteurs sont restés inébranlables dans leur engagement visant à l'abrogation complète des lois agricoles, qu'ils considèrent comme « pro-business » et « anti-agriculteurs ». Contrairement aux affirmations du gouvernement de l'Union selon lesquelles les agriculteurs ont été consultés avant l'adoption des lois, les groupes d'agriculteurs mobilisés ont rappelé que les lois ont d'abord été introduites par voie d'ordonnances en juin 2020, ce qui s'apparente à ce qu'ils considèrent comme une imposition déguisée des nouvelles lois.

À chaque étape de la mobilisation, le gouvernement dirigé par le BJP a tenté d'écraser le mouvement des agriculteurs, l'épisode le plus effroyable étant la façon dont les agriculteurs ont été fauchés [le 3 octobre dans la ville de Tikunai] dans le district du Lakhimpur Kheri, dans l'État de l'Uttar Pradesh, par un convoi de voitures auquel aurait participé le fils du ministre de l'Intérieur Ajay Mishra.

Plus de 600 agriculteurs protestataires sont morts pendant les mobilisations. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés en vertu de lois d'une grande dureté. Le gouvernement a utilisé sa machine policière pour tenter d'interrompre le mouvement. Deux « postes frontières » de la capitale Delhi, où les agriculteurs avaient organisé des manifestations, ont été pratiquement transformées en prisons ouvertes. Après la marche des agriculteurs le Jour de la République, au début de l'année [26 janvier], la police s'est attaquée à certains des dirigeants des agriculteurs. Pourtant, ces derniers ont maintenu leur résolution de poursuivre leurs protestations.

La première véritable défaite du gouvernement Modi

Après avoir méprisé de toutes les façons le mouvement des agriculteurs, l'annonce faite par Modi le 19 novembre d'abroger les trois lois agricoles a semblé tout aussi cynique. Bien qu'il ait tenté d'écraser le mouvement, le Premier ministre a dit faire « tout son possible » pour aider les agriculteurs. Il a parlé de l'engagement de son gouvernement en faveur du bien-être des agriculteurs, mais tout en retirant les lois agricoles, il a également tenu à parler de son incapacité à « expliquer la vérité » [sur les trois lois] aux agriculteurs.

Sa décision a été prise quelques mois seulement avant les élections législatives cruciales dans l'État le plus peuplé de l'Inde, l'Uttar Pradesh, où le BJP vise un nouveau mandat au pouvoir, et au Pendjab, où il a perdu son allié le plus fiable – le parti Shiromani Akali Dal (SAD, « Parti suprême akali »), dont est membre le ministre en chef du Pendjab, Parkash Singh Badal – au cours du mouvement des agriculteurs. Compte tenu des sombres perspectives dans les deux États, la décision de Modi d'abroger les lois agricoles semble avoir été prise uniquement pour des raisons électorales.

La victoire du mouvement des agriculteurs marque également la première véritable défaite du gouvernement Modi au cours des sept dernières années. En ce sens, c'est un moment capital dans l'histoire politique de l'Inde.

Ajoy Ashirwad Mahaprashasta

Version intégrale sur alencontre.org

ÉTATS-UNIS Où en est le pays au jour de Thanksgiving ?

Le jour de Thanksgiving (le dernier jeudi de novembre) est une fête importante en Amérique. Aujourd'hui, il soulève la question : de quoi devrions-nous être reconnaissants ? La question est plus prégnante avec la pandémie de covid qui a pris plus de 780 000 vies et une crise économique qui a été marquée par un déclin de 32,4 % du PIB et un chômage officiellement à près de 15 % (mais probablement plus élevé).

Alors que certains étaient reconnaissants de l'apparente amélioration de la situation, d'autres constatent que l'inflation a atteint son plus haut niveau depuis 31 ans, les prix à la consommation ayant augmenté de 6 % en octobre. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 14 %, les banques alimentaires ont vu leurs besoins augmenter de 30 % et des millions de propriétaires et de locataires risquent d'être expulsés.

Wikimedia Commons

La « Grande Démission »

Alors que nous étions sur le point de passer à table pour Thanksgiving, un jury de Géorgie a déclaré coupables de meurtre les trois hommes blancs qui avaient poursuivi et tué le joggeur noir Ahmaud Arbury, et la plupart des ÉtatsunienEs ont poussé un soupir de soulagement et se sont félicités du fait que, pour une fois, justice a été rendue dans une affaire de meurtre d'un homme noir.

Et puis, après près de deux ans d'échecs politiques, de résistance de la part des théoriciens du complot et des organisations de droite, près de 75 % des Américains éligibles ont été vaccinés. En partie grâce à cela, l'économie a redémarré. Le PIB a augmenté de plus de 2 % et le chômage est tombé à son plus bas niveau depuis 1968, bien que trois millions de personnes ne soient toujours pas retournées au travail. L'amélioration de l'économie a conduit à la « Grande Démission », des millions de travailleurEs quittant leur ancien emploi à la recherche d'un meilleur. Pour la première fois depuis des décennies, nous avons une organisation socialiste de 90 000 membres – les Socialistes Démocrates d'Amérique (DSA) — et nous avons quelques personnes au Congrès qui se disent socialistes. Il y aurait donc de quoi être reconnaissant.

Le Parti démocrate pourrait perdre les élections de mi-mandat

Mais après la dinde, les patates douces, la sauce aux canneberges et la tarte à la citrouille, nous avons aussi commencé à réfléchir au contexte plus large et à la politique nationale.

L'année dernière, le Parti républicain a continué à se déplacer vers la droite, devenant en fait un parti d'extrême droite qui inclut des extrémistes violents. La majorité des Républicains sont convaincus que les dernières élections ont été volées et un tiers d'entre eux pensent que la violence sera nécessaire pour changer la direction du pays. Les Républicains, parmi lesquels on trouve des partisans de Q-Anon, des chrétiens évangéliques et des milices armées, se rendent aux réunions des commissions scolaires pour protester contre la vaccination, les masques et l'enseignement de l'histoire des NoirEs.

Pendant ce temps, les Démocrates sont frustrés. Le Congrès a adopté le projet de loi sur les infrastructures du président Biden, dont le budget s'élève à 7100 milliards de dollars, mais les Démocrates n'ont pas réussi jusqu'à présent à faire passer le projet de loi « Build Back Better » qui traiterait des questions climatiques et aiderait les familles de travailleurEs. Deux Démocrates conservateurs, les sénateurs Joe Manchin et Krysten Sinema, ont amené les Démocrates à supprimer des propositions initiales, à réduire le budget du projet de loi et à abandonner l'idée de taxer les riches pour le financer. Les Démocrates progressistes et les quelques socialistes ont été largement entraînés par la majorité modérée du parti. Le taux de soutien à Biden est tombé à 44 %, tandis que 45 % le désapprouvent et que 11 % restent indécis, ce qui laisse penser que le Parti démocrate pourrait perdre les élections de mi-mandat (en novembre 2022) ce qui mettrait un terme à toute chance de législations plus progressistes au cours des deux dernières années du mandat de Biden.

L'alternative : le socialisme ?

Ironiquement, dans un pays connu pour ses croisades anticommunistes et son opposition farouche même à la social-démocratie, la pandémie de covid et la crise économique ont amené le gouvernement fédéral, depuis un an et demi, à fournir d'énormes sommes d'argent aux entreprises, aux États et aux particuliers. Aujourd'hui, quelque 41 % de tous les Américains déclarent avoir une attitude positive à l'égard du socialisme, tandis que 68 % sont favorables aux syndicats, soit le taux d'approbation le plus élevé depuis 1965.

Alors que les amis et la famille ont pris leurs manteaux et sont sortis dans le froid et la tempête de novembre, je suis personnellement reconnaissant qu'il y ait une chance que dans l'année à venir nous puissions commencer à construire un mouvement de masse de la classe ouvrière et un parti politique indépendant des travailleurEs.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

BURKINA FASO Cinglant désaveu de la politique africaine de Macron

La com était parfaite. Un parterre de représentants des sociétés civiles africaines, un intellectuel pourfendeur de la Françafrique comme organisateur, et un panel de quelques jeunes légèrement frondeurs jouant les faire-valoir d'un Macron égotiste et condescendant. En cela le sommet Afrique-France tenu à Montpellier début octobre avait tout d'un succès. Mais les faits sont têtus, et le récent blocage d'un convoi militaire français au Burkina Faso est venu le rappeler à qui refusait de le voir.

La com du sommet de Montpellier n'a pas réussi à cacher la réalité d'une France qui soutient des gouvernements africains tant qu'ils servent à son propre agenda. Ainsi, Paris va critiquer le coup d'État du Mali, mais adoube la prise du pouvoir par le fils du dictateur Déby et ferme les yeux sur le troisième mandat de l'ivoirien Ouattara.

Au niveau militaire, l'opération Barkhane se révèle être un véritable fiasco. Ceux qui applaudissaient cette intervention n'ont pas vu que la crise du Sahel est avant tout politique. D'ailleurs il faudrait parler de « crises » au pluriel. Certaines sont récurrentes comme l'antagonisme éleveurs/agriculteurs, d'autres sont des mésententes à l'intérieur d'une communauté, elles peuvent être religieuses ou sociales. Leur point commun est d'offrir aux djihadistes une opportunité pour s'implanter. Si ces crises ne sont pas nouvelles, des cadres existaient pour permettre leur résolution pacifique. L'affaiblissement des États du fait des politiques économiques d'ajustement structurel, la raréfaction des ressources et l'augmentation des inégalités sociales, accompagnées de la corruption, ont fait voler en éclats ces médiations.

Rumeurs et affrontement

L'épisode du récent blocage, à travers le Burkina Faso, du convoi militaire français illustre bien la crise entre d'un côté les élites françaises et africaines et de l'autre la population. Parti de la base militaire française de Port-Bouët dans la banlieue d'Abidjan en Côte d'Ivoire, un important convoi logistique de l'armée devait rejoindre Gao au Mali. Arrivé au Burkina Faso le convoi sera bloqué d'abord à Bobo Dioulasso puis à Kaya. Des manifestantEs ont été blessés par des tirs de sommation français ou/et burkinabés. Pour tenter de désamorcer la mobilisation, le gouvernement a coupé Internet comme le font traditionnellement les dictatures. Les manifestants soupçonnent que ce convoi fournirait des aides aux djihadistes. Certains commentateurs se gaussent de ces accusations sans rien dire de la déclaration de Le Drian qui voit dans le blocage, la main des Russes.

De telles rumeurs sont favorisées par les mensonges répétés de l'armée française en Afrique. Qu'il s'agisse des dénégations dans sa responsabilité du bombardement, d'un mariage à Bounti au Mali qui a fait 22 morts ou des complicités avec la dictature égyptienne dans le cadre de l'opération Sirli. Dans cette récente affaire, les renseignements fournis par l'état-major français servaient à neutraliser des trafiquants sur la frontière entre l'Égypte et la Libye.

Un pays meurtri

Le Burkina Faso est frappé de plein fouet par la violence djihadiste, près de 1,3 million de personnes sont déplacées, fuyant les conflits. L'attaque de la caserne d'Inata où plus de 50 gendarmes ont trouvé la mort a été un choc pour le pays. Une caserne qui n'était plus ravitaillée. Une situation qui exacerbe les reproches tant sur l'inefficience de Barkhane que sur sa collaboration avec les généraux burkinabés plus occupés à gérer leur business. La population perçoit l'armée française comme avant tout une aide pour les dirigeants africains qui à ses yeux ont perdu toute dignité face à Macron. En effet celui-ci peut se permettre de les convoquer à Pau pour qu'ils renouvellent leur allégeance à la France. Mais aussi émettre des blagues désobligeantes vis-à-vis du président Kaboré lors de son invitation à Ouagadougou. Ce comportement, Macron ne l'aurait jamais eu vis-à-vis d'un dirigeant d'un pays occidental.

Le convoi passe désormais par le Niger mais rencontre aussi dans ce pays des manifestations violemment réprimées. Cela révèle le rejet de plus en plus important de la politique africaine de la France.

Paul Martial

ALLEMAGNE

Nouveau gouvernement : « Oser la continuité » ?

Alors que le pays va vers une nouvelle vague qui s'annonce peut-être la plus dévastatrice depuis le début de la pandémie (presque 60 000 cas et 300 morts quotidiens), l'Allemagne s'est enfin dotée d'un nouveau gouvernement, qui sonne le glas de seize longues années de « l'ère Merkel ». Une alliance social-démocrate - écolo - libérale, rouge-verte-jaune (dite « coalition en feu tricolore ») a présenté son « contrat de coalition » le 24 novembre après deux mois de négociations, sous le titre prometteur « Oser plus de progrès ».

« *Liberté, durabilité, justice* » : c'est la devise de ce nouveau gouvernement, qui se présente comme jeune et dynamique. Peut-être que le SPD souhaite s'adresser à ceux qui sont trop jeunes pour se rappeler qu'il a participé au gouvernement ces huit dernières années… Le programme prévoit le droit de vote à 16 ans, cher aux écolos qui font de gros scores dans la jeunesse, ainsi que la possible légalisation du cannabis. De quoi provoquer un rideau de fumée assez épais pour masquer le peu d'ambition concernant la crise climatique ?

Olaf Scholz, futur chancelier. Wikimedia Commons

Des « solutions radicales » ?

« Il faut avancer des solutions aussi radicales que la réalité radicale que nous vivons », disait Robert Habeck, le nouveau « super-ministre » écolo de l'Économie et du Climat. Che Guevara n'aurait pas dit mieux. Mais à côté de son programme de coalition, même l'Accord de Paris sur le climat paraît révolutionnaire : il prévoit de « sortir idéalement du charbon en 2030 » (sinon en 2038 comme prévu, ou après) et une « orientation progressive » vers la neutralité carbone en 2045. Rien sur les 20 000 mineurEs qui travaillent encore en Allemagne. Sur l'industrie automobile, une incitation à produire plus d'électrique – à grands coups de subventions publiques évidemment. Rien de surprenant : le seul Premier ministre régional des Verts, W. Kretschmann, qui gère le Bade-Württemberg, s'est distingué par son étroite collaboration avec les géants de l'automobile.

On garde les bonnes habitudes

D'un point de vue social, le contrat promet une augmentation du SMIC de 9,60 euros à 12 euros de l'heure. Une promesse insuffisante pour permettre une vie digne, vu l'explosion des prix… et les exceptions nombreuses déjà prévues. La rigueur budgétaire chère au libéraux du FDP s'adoucit également quand il s'agit d'acheter des drones armés pour « l'armée défensive » qu'est la Bundeswehr ! Une piqûre de rappel pour ceux qui avaient oublié que la première coalition entre sociaux-démocrates et écolos avait lancé l'armée allemande dans ses premières interventions depuis 1945 : au Kosovo en 1999 puis en Irak en 2003. Et pour faire oublier cet épisode glorieux, ils ont aussi choisi de renommer le dispositif anti-pauvres « Hartz IV » (sorte de RSA restrictif instauré par le SPD) en « argent citoyen ».

Santé !

On aurait pu espérer des promesses, même vagues, pour les soignantEs. Mais même les promesses sont minimalistes : des primes défiscalisées et des subventions pour les soins à domicile. Rien sur les salaires, rien sur les embauches, rien sur les investissements !

Au bilan, des promesses assez lointaines et floues pour ne pas devoir s'en préoccuper, un ravalement de façade (les 178 pages de programme auront au moins le mérite de donner un coup de pouce à l'industrie du papier)… Sachant qu'habituellement, ces contrats de coalition sont immédiatement oubliés dans le champagne de la cérémonie d'investiture.

Celle-ci va arriver bientôt, même si les trois partis doivent encore faire avaliser ce contrat par la base. Mais le prochain chancelier, Olaf Scholz, pousse déjà pour entrer en fonction début décembre. Une volonté louable de se mettre à l'œuvre rapidement dans un pays qui avance vers une catastrophe sanitaire majeure ? Non, il s'agit uniquement d'assurer que Merkel, toujours chancelière sur le papier, ne dépasse le record de longévité de son mentor, Helmut Kohl. On ne touche pas au « chancelier éternel » : il faut bien avoir des priorités !

Mais ça ne sera ni le climat, ni la santé de la population, ni les conditions de vie et de travail…

Maria Brücke et Dima Rüger

TURQUIE

La monnaie s'effondre, le régime s'affaiblit

La chute de la livre turque a atteint la semaine dernière un niveau effrayant pour la population. Plongée dans une crise monétaire depuis plus de trois ans, la Turquie a vu ainsi sa monnaie perdre plus de 60% de sa valeur face au dollar et 50% face à l'euro depuis le début de l'année 2021. Le salaire minimum net a chuté ainsi de 380 dollars à 220 dollars en l'espace seulement d'un an alors que les prix s'envolent.

Le Président Erdogan refuse cependant catégoriquement — car c'est bien lui qui dirige la Banque centrale qui a perdu toute autonomie — de changer sa politique monétaire et de relever les taux d'intérêts, ce qui permettrait de contenir l'inflation.

Une politique dramatique pour les classes populaires

La hausse des prix a atteint des proportions insoutenables, surtout pour les classes populaires, avec par exemple en trois ans 132% d'augmentation du prix de l'électricité et 95% pour le chauffage, de même que 85% pour la farine en seulement six mois. Les médias dominés à 80% par le régime appellent à réduire les portions pour combattre la crise…

Mais la situation va très probablement empirer dramatiquement après le choc monétaire de la semaine dernière survenu à la suite d'une déclaration d'Erdogan qui annonçait une troisième baisse du taux d'intérêt directeur de 1% en moins de deux mois. Dénonçant encore une fois un présumé complot international contre la croissance économique de son pays, le Président Erdogan appelle maintenant en grande pompe à une « guerre de libération économique » qui se concrétise par la répression des manifestantEs et internautes qui réclament la démission du gouvernement et des élections anticipées.

Une popularité qui s'effrite

L'effondrement de la monnaie survient alors qu'Erdogan, après 19 ans au pouvoir, est au plus bas de sa popularité (qui reste quand même considérable avec 38%). Sa capacité à « produire le consentement » des classes populaires qui constituent le gros de sa base électorale se dégrade continuellement. Son parti est de plus en plus considéré par cette base même — et à juste titre — comme un foyer d'arrivistes et de carriéristes qui n'ont d'autres ambitions que d'accaparer les richesses du pays à travers les multiples postes qu'ils occupent dans l'appareil administratif plongé dans une corruption systématique.

Une opposition composite

Le bloc de l'opposition constitué de six partis, allant du centre-gauche laïciste à la droite conservatrice, de l'extrême droite séculaire aux islamistes, appelle aussi à des élections anticipées (les présidentielles et législatives étant normalement prévues pour 2023). Ces partis se sont mis d'accord, en cas d'une victoire qui semble assurée au niveau des pourcentages de vote — si le clan d'Erdogan ne refuse pas de lâcher le pouvoir — à abandonner le système hyper-présidentialiste autocratique en vigueur pour un « régime parlementaire renforcé » qui permettrait une représentation plus équitable des sensibilités politiques à l'Assemblée nationale et assurerait l'indépendance de l'appareil judiciaire qui est pour le moment inféodé à Erdogan et son bloc islamo-fasciste.

Une alternative à construire

L'arrivée au pouvoir du bloc de l'opposition soutenue par la grande bourgeoisie permettra très probablement une relative démocratisation du régime et des avancées concernant les droits et les libertés politiques. Et c'est pour cela que la gauche radicale et le mouvement kurde soutiendront sans doute le candidat qui se trouvera face à Erdogan lors d'un second tour des présidentielles. Toutefois dans le contexte d'une « restauration » de l'État et du capitalisme turcs, les conséquences de ce changement de régime seront probablement très limitées aux niveaux des intérêts de la classe ouvrière et des opprimés et notamment du peuple kurde. Ainsi, en dehors de ces deux blocs de la politique bourgeoise, il est fort possible que se constitue un troisième bloc fondé sur une alliance du parti de gauche pro-kurde (HDP) avec d'autres partis de la gauche révolutionnaire. Cependant ainsi que l'affirme Yeniyol, la section turque de la IVe Internationale, ce bloc ne doit pas se limiter au scrutin mais œuvrer sur des positions anticapitalistes à une reconstruction unitaire de la gauche radicale visant à s'enraciner dans un mouvement ouvrier en pleine ébullition.

Uraz Aydin

LIBAN

Une crise politique et économique persistante

Un nouveau gouvernement a été formé à la mi-septembre 2021 par le Premier ministre milliardaire Najib Miqati, avec le soutien des principaux partis néolibéraux confessionnels au pouvoir.

Le nouveau gouvernement a notamment reçu la bénédiction de la France et de l'Iran, qui étaient tous deux actifs et impliqués dans les négociations pour sa formation. Les principales tâches de ce nouveau gouvernement sont d'organiser de nouvelles élections, qui se tiendront à la fin du mois de mars 2022, et de mettre en œuvre des « réformes économiques », c'est-à-dire de nouvelles séries de privatisations et des mesures d'austérité. Près de deux ans après le déclenchement du soulèvement, la domination des partis au pouvoir sur de larges secteurs de la société est toujours bien en place, tandis qu'ils ont étendu certaines formes de services à leur base populaire dans un contexte d'affaiblissement continu de l'État et d'aggravation de la crise économique.

Crise économique et sociale dans le pays

En même temps, la situation socio-économique du pays a continué à se dégrader sur tous les plans. Le taux de pauvreté a énormément augmenté, passant de 25% en 2019 à 74% en 2021. Le Liban a enregistré l'un des taux d'inflation les plus élevés au monde en 2021, avec une hausse de 137,8% de l'indice des prix à la consommation entre août 2020 et août 2021, et la dévaluation de la livre libanaise de 90% depuis le début de la crise en octobre 2019.

Les travailleurEs étrangerEs soumis au système de la kafala, qui les prive de leurs droits civils et humains fondamentaux, ont également vu leurs conditions se détériorer considérablement. La majorité de ces travailleurEs sont des femmes originaires de pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. De même, les réfugiéEs syriens continuent de subir un fort appauvrissement et différentes formes d'abus. Près de 91% d'entre elles et eux vivent avec moins de 3,80 $ par jour.

Suites de l'explosion de 2020 et montée des tensions politiques

L'impunité des élites politiques néolibérales confessionnelles concernant l'explosion criminelle du port de Beyrouth en août 2020 se poursuit à ce jour. L'enquête sur cette affaire a été suspendue à plusieurs reprises à la suite de manœuvres de la classe dirigeante afin d'y mettre un terme et elle n'a au final incriminé aucun des ministres responsables.

De plus, de multiples témoins potentiels ont été assassinés. Cette impunité de l'élite néolibérale confessionnelle au pouvoir permet d'autres catastrophes criminelles similaires. En août 2021, une nouvelle explosion criminelle s'est produite dans le nord du pays, dans le village de Tleil dans le Akkar, faisant une trentaine de morts.

On assiste en outre à une polarisation du champ politique et à une montée des tensions confessionnelles dans le pays, qui affaiblissent encore davantage la capacité des classes populaires à sortir de ce tête-à-tête meurtrier et réactionnaire.

Où est la résistance populaire ?

Le mouvement de protestation s'est considérablement affaibli depuis octobre 2019, même s'il ne s'est jamais complètement éteint malgré la répression étatique, la crise financière et la pandémie.

L'absence continue d'organisations et de partis de masse non confessionnels enracinés dans les classes populaires du pays reste le principal problème du mouvement de protestation. Ils n'existent pas encore et cela affaiblit la capacité du mouvement à s'organiser en un véritable défi social et politique aux partis néolibéraux confessionnels et à leur système. Les différents secteurs de la gauche et des progressistes sont très fragmentés au sein du mouvement de protestation et n'ont pas été en mesure de construire un front uni capable de canaliser les demandes et d'organiser les manifestantEs à travers le pays.

Dans ce contexte politique, marqué par une profonde crise économique et l'absence d'alternative politique viable, les partis confessionnels pourront mobiliser leur base confessionnelle et maintenir leur hégémonie lors des prochaines élections, qui auront lieu en mars 2022.

Joseph Daher

Version intégrale sur solidarites.ch

PANDÉMIE: ENCORE LÀ POUR LONGTEMPS...

En France, la 5e vague est maintenant un fait certain, un fait massif: pendant les six semaines précédant le dimanche 28 novembre, le taux d'incidence a connu la même augmentation rapide qu'au début de l'été dernier, et aucune inflexion de la pente n'est perceptible qui laisserait espérer que cette phase ascendante soit près de s'arrêter.

Pour dire les choses simplement : le nombre de contaminations va continuer d'augmenter, malgré la vaccination de près des trois quarts de la population française. Comment en est-on arrivé là ? Plusieurs facteurs essentiels sont à prendre en considération :
1 – Le foyer principal de l'épidémie est de nouveau l'Europe, et dans tous ces pays du continent c'est le variant delta, particulièrement contagieux, qui est ultramajoritaire.
2 – On estime que, pour ce variant, le taux de reproduction de l'infection, le fameux R0, est de l'ordre de 6 (c'est-à-dire six personnes infectées pour une personne infectante), taux qui pour les personnes vaccinées n'est réduit que de moitié : R0 = 3 en cas de vaccination).
3 – Les 25 % de la population non vaccinés sont certes plus ou moins exclus des restaurants et des lieux culturels, mais ils continuent d'aller à l'école, au travail, dans les transports (on ne saurait le leur reprocher !), il y a donc tout le réservoir humain disponible pour que le virus circule chez tout le monde, mais plus vite encore du fait des personnes non-vaccinées. Parmi elles, les enfants, qu'on ne vaccine qu'à partir de 12 ans (mais un quart de la tranche d'âge 12-19 n'est pas vacciné), alors que certains pays ont pris la décision de vacciner tous les enfants d'âge scolaire, dès cinq ans.
4 – Les « mesures barrières » sont de moins en moins respectées, on s'est déshabitué avec soulagement de ces outils, gel, distances, masques, utiles pour limiter la propagation du virus, qui reviendront forcément à l'ordre du jour dans la période qui s'ouvre.

Le compteur macabre des décès est reparti à la hausse

Avec le décalage de temps habituel, les hospitalisations, les transferts en réa et les décès connaissent la même progression rapide. Et le compteur macabre des décès est reparti à la hausse. Et c'est ainsi dans tous les pays d'Europe, pour certains déjà de façon dramatique, notamment à l'est du continent, où le taux de vaccination est le plus faible.
Car la seule bonne nouvelle dans le tableau, c'est l'efficacité protectrice des vaccins : quoiqu'ils n'empêchent pas la contamination, ils permettent de réduire radicalement la gravité moyenne des infections, ce qui se traduit par un phénomène mesuré aussi bien aux États-Unis qu'en France : le nombre très minoritaire de vaccinés chez les personnes hospitalisées en réa et parmi les décès, d'un facteur 7 à 12 au décompte « brut » (mais comme les personnes vaccinées sont trois fois plus nombreuses que les non-vaccinées, d'un facteur 20 à 30 en réalité).
Un autre élément est également frappant : l'inégalité régionale, que l'on raisonne à l'échelle du quartier ou à celle des continents. Et, pour les comparaisons dont on dispose, l'intensité de l'épidémie et le tribut payé sont liés : 1 – aux données économiques : plus on habite dans une communauté défavorisée, plus l'épidémie est active ;
2 – au niveau éducatif : plus on est élevé dans l'échelle culturelle, plus on est protégé ;
3 – aux perceptions politiques : plus on se sent « exclu du système », plus on est à risque d'être contaminé.
Tous ces liens en cachent évidemment d'autres : l'accès à l'information, et le crédit qu'on lui apporte ; l'accès à la vaccination ; la possibilité d'éviter la promiscuité ; les comportements à risque...
La situation antillaise et guyanaise illustre bien la complexité de ces rapports : le dispositif sanitaire est sous-développé par comparaison à la « métropole » et aux besoins ; la méfiance face à l'État, héritage direct de la domination coloniale – toujours pas morte ! – donne prise à la méfiance vis-à-vis des vaccins ; et l'épidémie submerge le dispositif sanitaire, exposant des soignantEs qui paradoxalement se battent pour avoir le droit de rester à leur poste sans être protégés par le vaccin, ce qui provoque une réponse typique de l'administration coloniale : révocations et envoi de gendarmes !

L'émergence du variant Omicron

En Europe, partout on assiste à deux phénomènes politiques diversement liés : la propagande de groupes d'extrême droite mettant la pandémie sur le compte des étrangerEs, et/ou d'un complot pour aliéner les populations (discours souvent à fort relent antisémite) ; et les réactions contre les mesures qui restreignent l'exercice de libertés publiques, même si ces mesures sont plus ou moins contraignantes selon les pays, dans un désordre absolu qui ne facilite ni leur crédibilité ni leur acceptabilité. Aucune de ces réactions ne donne de perspective pour une politique alternative cependant, parce qu'aucune n'est fondée sur la nécessaire solidarité à l'échelle mondiale.
L'émergence du variant Omicron illustre pourtant à quel point cette solidarité est un élément essentiel pour sortir de cette pandémie : ce variant est probablement originaire d'Afrique du Sud, un des pays du monde où l'infection par le VIH est la plus prévalente, et c'est la cohabitation à long terme entre immunodépression et activité du coronavirus qui y a favorisé l'émergence de nombreuses mutations, à l'origine de ce nouveau variant. Il est donc urgent, plutôt que d'accuser l'Afrique du Sud, de lui donner les moyens, comme elle le réclame depuis le début de la pandémie, de fabriquer hors brevets de propriété pharmaceutique les vaccins dont elle a besoin pour protéger le plus possible la totalité de sa population, y compris mais pas seulement les personnes infectées par le VIH.

Le prix de l'égoïsme des pays riches

Il est trop tôt pour dire si l'apparition de ce nouveau variant va relancer encore plus fort l'épidémie dans le monde, en Europe, en France. Si les mutations font de ce nouveau coronavirus un objet mal reconnu par les systèmes immunitaires des personnes vaccinées, alors il y aura beaucoup à craindre et tout à refaire, pour arriver peut-être à revacciner régulièrement, comme on le fait pour la grippe chaque année : bref, on n'est pas sorti de l'affaire. On aura payé le prix de l'égoïsme des pays riches, qui ont protégé les profits de leurs sociétés pharmaceutiques plutôt que de préserver l'humanité d'une poursuite sans fin de la pandémie. Le mot d'ordre reste donc, pour tous les progressistes comme pour touTEs les soignantEs, l'élimination des brevets sur les produits vitaux comme les vaccins et les médicaments essentiels, et la reprise en main de la politique de santé par la communauté, en l'arrachant à la mainmise de Macron, des « comités de défense sanitaire » aux délibérations classées « secret défense », et autres experts coupés du monde réel.
Cela ne nous exonère pas de nos responsabilités comme individus et comme collectifs, notamment de travail : plus que jamais, expliquer comment diminuer les risques, et promouvoir la vaccination, dans les esprits et dans les faits, en la rendant accessible aux personnes socialement délaissées.

«DANS LES HÔPITAUX, LA SIT

Une situation « pire qu'elle n'a jamais été » : cette déclaration sur BFM-TV émane de Frédéric Valletoux (maire LR de Fontainebleau), le président de la Fédération hospitalière de France (FHF), puissant lobby représentant « les établissements hospitaliers » et avant tout porte-voix des directeurs d'hôpitaux. Elle reflète leurs inquiétudes.

Après avoir accepté en « bons petits soldats » de gérer la pénurie et les crises, de restructurer, de supprimer des postes, de reprendre les acquis, de sanctionner, les « managers hospitaliers » se trouvent face au risque d'un effondrement auquel ils craignent de ne pouvoir faire face : fuite des personnels en poste, et incapacité de les remplacer.
Valletoux poursuivait ainsi son intervention : *« On voit partout ces chiffres qui nous alertent sur ce problème d'attractivité, de fidéliser les soignants, cette incertitude liée à l'épidémie alors que notre système de santé est en crise profonde [...]. Le sujet c'est une perte de sens, une fatigue que l'on peut comprendre mais derrière cette fatigue, une démotivation face à un hôpital qui va de crise en crise. Il faut passer du colmatage auquel on assiste depuis 15 ans à un vrai New Deal pour l'hôpital »*.
Il oublie que les responsables « du colmatage » on été et sont les amis politiques des différents présidents de la FHF (de droite comme du PS) qui ont approuvé et mis en place les politiques dévastatrices de l'hôpital public notamment avec les lois Bachelot (Sarkozy), Touraine (Hollande), Buzyn (Macron)

Des témoignages édifiants

Les soignantEs du CHU de Besançon interrogés par France 3 sur leurs conditions de travail racontent le vécu de tous les hôpitaux publics. Une aide-soignante raconte : *« Ce qu'on vit tous les jours dans les services, c'est tellement fatigant, déshumanisant, pour les patients et pour nous... On voit depuis plusieurs années que les lits ferment, ce qui surcharge les lits qui restent, et qui épuise le personnel. On est dans un cercle vicieux [...]. Le personnel est épuisé, physiquement, psychiquement. Le covid nous a demandé beaucoup d'effort, beaucoup d'adaptation et on ne peut plus tenir, on ne tient plus. Les gens sont épuisés. [...] On n'a pas été entendus, et malheureusement, ce sont les patients qui en payent le prix. [...] Beaucoup de gens quittent l'institution de l'hôpital parce qu'ils sont désabusés, et ce qu'ils imaginaient de leur profession ne ressemble pas à la réalité des faits : une surcharge de travail quotidienne, pas de temps pour s'occuper des gens, pas l'humanité qu'ils attendaient et donc ils vont voir ailleurs. »*
Un médecin membre du collectif inter-hôpitaux est indigné : *« Quand on entend son ministre de la Santé qui ment en permanence sur les plateaux télé, dans les interviews, en disant qu'il n'y a pas de suppressions de lits à l'hôpital, alors qu'au CHU de Besançon, il y a une centaine de lits qui ont été fermés à l'hôpital, c'est juste insultant. »*

Une catastrophe imminente ?

En septembre 2020, la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) rappelait que 27 000 lits avaient déjà été supprimés

TUATION EST PIRE QU'ELLE N'A JAMAIS ÉTÉ»

depuis 2013 et annonçait la fermeture de 5 800 lits « d'accueil en hospitalisation » et que les 387 000 lits restants ne sont pas tous occupés en raison du sous-effectif des hôpitaux. En octobre 2021, une étude dirigée par Jean-François Delfraissy, le président du Conseil scientifique, annonce que 20 % des lits sont fermés dans les CHU en raison du manque de personnel soignant. Ces chiffres sont confirmés à l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP). Un exemple : le chef du service neurologie de l'hôpital Bichat à Paris dénonce les difficultés d'accès aux soins : *« Mon service compte 28 lits et 24 infirmières. Sur les 28 lits, quatre sont ouverts à l'heure actuelle. Et sur les 24 infirmières, six sont présentes [...], c'est une catastrophe. »*

Le ministre de la Santé Olivier Véran a fini par reconnaître que *« beaucoup de nos soignants sont épuisés par la charge mentale et le rythme de travail de la crise »* mais il affirme qu'il va *« inverser la vapeur »* grâce à la suppression du numerus clausus en médecine et l'augmentation du nombre de places dans les écoles d'infirmières et d'aides-soignantes. Encore faudrait-il que le nombre de professionnels formés réponde aux besoins, ce qui n'est pas le cas, et surtout que les professions hospitalières soient attractives par les salaires et les conditions de travail, ce qui est encore moins le cas ! La solution miracle de Véran : Pôle emploi devra repérer les soignantEs qui se sont inscrits pour une reconversion professionnelle et leur demander lors d'un entretien de retourner à l'hôpital. Ça tiendrait du gag s'il ne s'agissait d'un sujet aussi grave.

Les directeurs sont plus réalistes : 82 % estiment que la situation actuelle des hôpitaux est plutôt (64 %) ou très (17 %) mauvaise.

Les directeurs d'établissement de taille moyenne (400 à 500 lits) sont 95 % à exprimer une réponse négative. Leurs préoccupations sont la santé financière de leur établissement (69 %), la sécurité sanitaire à l'hôpital (61 %), la conduite des restructurations (59 %), la gestion des 35 h (51 %). La gravité de la pénurie médicale en psychiatrie hospitalière s'exprime par de nombreuses alertes des EPSM dénonçant leur *« extrême pénurie médicale »*. L'Union syndicale de la psychiatrie (USP) a publié un communiqué faisant part de *« l'absolue nécessité de moyens humains et matériels massifs dans la psychiatrie publique pour permettre un accueil et une prise en soins dans des conditions respectant la dignité des patients et de leurs familles »*

L'impératif de la grève jusqu'à la satisfaction des revendications

Un constat clairvoyant est exprimé par une pédiatre de l'hôpital de Versailles : *« Nous sommes aujourd'hui à la croisée de deux chemins : soit le politique décide d'abandonner l'hôpital public, soit il prend enfin le problème à bras le corps et engage une réforme de fond (financement, recrutement, gouvernance) qui garantira un accès aux soins pour tous de qualité »*.

Mais cela nécessite de construire un rapport de forces élevé. Les grèves n'ont pas manqué ces derniers mois : grèves catégorielles (infirmiers anesthésistes, sages-femmes, ambulanciers) ; grèves de services (urgences...) ; grève de tout l'hôpital (Édouard-Herriot à Lyon), journées d'action à l'initiative de plusieurs syndicats, mobilisations contre le pass sanitaire... Cependant le gouvernement n'a pas cédé. L'appel à la grève du 4 décembre et à une manifestation à Paris et dans des villes et régions pourrait être l'amorce de la construction d'une grève générale de hospitaliers prenant appui sur un soutien important de la population... jusqu'à ce que le gouvernement cède.

Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL EN LUTTE : LE MOUVEMENT S'AMPLIFIE

Le secteur social et médico-social n'échappe ni aux politiques d'austérité ni à la marchandisation qu'impose le système, pour enrichir les capitalistes sur le dos de celles et ceux qui font tourner la société.

Alors que les millions pleuvent lorsqu'il s'agit de renflouer les poches des actionnaires, les réformes n'ont de cesse de diminuer et complexifier toujours plus l'accès aux aides sociales. Ainsi, comme pour les hôpitaux, les lieux d'accueil pour enfants, pour personnes en situation de handicap, pour personnes sans domicile, etc., sont soumis aux lois du marché et de la rentabilité : mise en concurrence des associations, économies sur la masse salariale, sous-effectifs, contrats à impacts sociaux (permettant retour sur investissement), et la liste est longue.

Une situation inédite

La crise sanitaire, économique et sociale, amplifiée par la gestion désastreuse du covid, a pourtant bien mis en avant l'absolue nécessité d'un système de santé, d'éducation, et de protection sociale, dénué de toute logique financière pour répondre et s'adapter aux besoins de la population. Mais c'est sans surprise que l'inverse se produit. Les structures et services déjà en souffrance se retrouvent donc dans une situation inédite.

Un mouvement national initié le 3 décembre 2020 avait permis de mettre en mouvement les travailleurs, les travailleuses du secteur sur des dates et revendications communes, avec des appels à une grève reconductible en avril 2021. Outre les revendications de moyens humains et matériels pour offrir un accompagnement adapté aux personnes, le cœur du conflit se situait autour de la reconnaissance des métiers et des salaires dans ce secteur féminisé, très peu valorisé. La contestation des soignantEs, pendant la première vague du covid, avait contraint le gouvernement à dégainer le Ségur de la santé : une hausse de salaire, dans la santé et le médico-social, à minima, et pas pour toutes les professions. Les professionnelEs des services sociaux et médico-sociaux en étant exclus (excepté pour celles et ceux travaillant dans les hôpitaux). Cela a mis le feu aux poudres ! Le mouvement social s'est maintenu, même s'il n'a pas été assez massif pour gagner sur toutes les revendications nationales. Cependant, suffisamment fort pour contraindre les dirigeants à réouvrir les négociations. La Mission Laforcade entend donc la revendication de l'augmentation de salaire, tout en continuant de sélectionner les collègues concernéEs. Le compte n'y est donc toujours pas !

Puis, l'entrave grave au code du travail justifiée par le pass sanitaire et l'obligation vaccinale qui a suivi, a été une goutte d'eau supplémentaire. Les services se retrouvant encore plus en sous-effectif.

Un mouvement sectoriel qui s'organise

La situation de grève générale qui s'amorce depuis quelques mois en Guadeloupe prouve la détresse de ces secteurs. C'est en effet de la santé et du médico-social qu'est partie la contestation. Les suspensions des personnels non vaccinés a été la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

En métropole, la contestation ne s'est pas encore fédérée de la même manière. Pourtant la colère est palpable. Rien que dans le secteur social et médico-social, plusieurs dizaines de grèves locales ont pu être recensées en septembre 2021.

Mais le gouvernement et les patrons avancent main dans la main, et d'autres mesures vont encore porter des coups graves aux conditions de travail : loi de transformation de la fonction publique (hausse du temps de travail, remise en cause du statut, fusion des instances représentatives du personnel, etc.) ; projet de fusion des conventions collectives du secteur, etc. Les syndicats du secteur n'ont pourtant pas organisé de date nationale pour regrouper toutes ces colères, les unifier, les visibiliser, et permettre une jonction avec les autres secteurs en lutte.

C'est donc des Rencontres nationales du travail social en lutte, réunissant collectifs, syndicats, et collègues isolés, qu'est partie l'initiative d'une grève nationale du secteur le 7 décembre.

Des collègues de partout en France répondent présents et la pression mise par cette volonté de lutter a permis que l'ensemble des fédérations syndicales combatives du secteur appellent à construire cette grève.

Cependant, parce que l'offensive patronale est sans limite, les patrons du secteur, dans le privé, appellent maintenant leurs salariéEs à rejoindre l'appel à la grève de la CFDT le 30 novembre aux côtés des organisations patronales (Nexem, etc). Les salariéEs de certaines boîtes ont été invités ou contraints à participer au 30 novembre, sans perte de salaire, ou avec les moyens de transport du service, etc. Mais l'information tourne assez bien : cette mobilisation est faite pour accélérer le processus de fusion des conventions collectives et les tirer vers le bas, et aussi pour casser le mouvement du 7 décembre, poussé par la base, et qui inquiète le patronat !

Au moins 50 initiatives locales

À ce jour, au moins 50 initiatives locales sont recensées pour le 7 décembre, qui pourrait être un jour de grève massive dans le secteur.

À Paris par exemple, le rendez-vous est donné à 13 h 30 au métro Saint-Jacques pour une manifestation vers le ministère de la Santé et des Solidarités. Une manifestation organisée de manière unitaire, qui devra être importante en nombre pour prouver le rapport de forces. Mais c'est aussi à l'assemblée générale, qui aura lieu ensuite à la bourse du travail de République (salle Croizat), qu'il faudrait que les collègues se rendent en masse pour un bilan et construire la suite !

Car c'est bien en participant aux décisions d'un mouvement que les collègues pourront se l'approprier et construire un réel rapport de forces pour gagner sur leurs revendications, locales et nationales.

Il y a besoin d'un mouvement encore plus fort qu'en 2020 pour arracher des victoires significatives dans le travail social, mais aussi d'unir les travailleurEs et les secteurs, sur le modèle de Guadeloupe et de la Martinique pour un changement de société globale !

SANTÉ AU TRAVAIL

Amiante : il faut un procès pénal !

Jeudi 25 novembre, l'Association nationale des victimes de l'amiante (AVA) a déposé une citation à comparaître au tribunal judiciaire de Paris. Une nouvelle action judiciaire pour obliger la justice à ouvrir le procès attendu depuis plus de 20 ans.

Le 27 juin 2017 : le parquet de Paris *« estime impossible de dater le début de l'intoxication des victimes, donc d'établir les responsabilités »*. Sur cette base, la Cour de Cassation fait annuler successivement toutes les poursuites engagées depuis 1996-1997 contre les responsables. La justice, qui avait déjà mis près de 20 ans à instruire, décidait soudain de passer un grand coup d'éponge sur les responsabilités des industriels et des politiques, scientifiques, experts et hauts fonctionnaires complices.

Un crime d'État qui aboutira à 100 000 morts d'ici 2025

DR

Équipes syndicales et associations nationales de victimes ont été accablées par cette impunité annoncée. Ainsi, les mécanismes de lobbying industriel qui ont imposé l'amiante resteraient secrets.
On cacherait les liens étroits entre industriels cupides et sans scrupules et les gouvernants, le fonctionnement d'un ministère de la Santé et du Travail aux ordres.
Car rien n'a changé : les mêmes liens, les mêmes études pseudo-scientifiques, les mêmes experts pour justifier de l'usage du bisphénol A et autres phtalates, pour les néonicotinoïdes et le glyphosate, et tant d'autres cancérogènes.

Obtenir à tout prix un procès pénal

Les victimes ne pouvaient renoncer. L'AVA, une des associations nationales de victimes, a pris l'initiative d'une procédure judiciaire par citation directe. D'après Me Vey, leur avocat, 1900 victimes se sont jointes à cette procédure qui vise 14 responsables de la gestion de l'usage de l'amiante jusqu'à son interdiction en 1997.
La citation vise les infractions suivantes : *« homicides et blessures involontaires »*, *« non-assistance à personne en péril »*, *« complicité d'administration de substance nuisible »*, *« complicité de tromperie aggravée »* et *« association de malfaiteurs »*. Le gouvernement fera tout pour bloquer cette procédure. Nous sommes, une nouvelle fois, aux côtés des courageux et courageuses plaignantEs.
Lionel Denis

SANS-FACS

À Nanterre, un mois d'occupation contre la sélection

À l'université de Nanterre, les cas de jeunes sans affectation, laissés sur le carreau par Parcoursup, Ecandidat, Campus France, ont été recensés par les militants de l'UNEF dès le mois de juillet. Des mois de rassemblements, d'actions et de discussions ont permis l'inscription de plusieurs dizaines de jeunes. Mais à la fin du mois d'octobre, alors que continuaient à se réunir des assemblées générales nombreuses de sans-facs et de leurs soutiens, la présidence a rompu les négociations.

Le 27 octobre, face à cette situation de blocage, les sans-facs et leurs soutiens ont débuté une action d'occupation des locaux de la présidence qui dure encore aujourd'hui [28 novembre] pour exiger l'inscription de 61 étudiantEs. Entre absence de dialogue et déploiement d'un important dispositif de vigiles privés très coûteux, la présidence de Nanterre refuse de répondre aux revendications et propositions de compromis des sans-facs et de leurs soutiens.

Pour une université ouverte, critique, émancipatrice

Cela fait maintenant plus d'un mois que cette occupation est en cours. Elle est la démonstration d'une détermination très importante de la part de ces jeunes dont c'est, pour nombre d'entre eux, la première expérience de mobilisation. Dès les premiers jours, cette action a bénéficié d'un soutien important qui n'a cessé de s'amplifier au travers de motions de soutien de la part de pas moins de 50 structures syndicales, de rassemblements nombreux animés par des étudiantEs, des syndicalistes, des représentantEs politiques de EÉLV au NPA en passant par la FI et une partie du PC, d'une tribune lancée par des personnels de l'éducation du primaire à l'université et signée par plus de 600 personnes et d'un meeting qui a réuni 300 personnes et dont les interventions allaient toutes dans le sens de signifier que la victoire était au bout de cette lutte et que ses enjeux dépassaient le seul cas de Nanterre.
L'université telle qu'elle évolue aujourd'hui avec augmentation des frais d'inscription et lois et décrets institutionnalisant toujours davantage la sélection, ancrant dans les esprits que cette dernière serait inévitable, se plie aux volontés du patronat. En laissant sur le carreau des étudiantEs à l'entrée du master ou avec seulement le bac en poche, les modalités d'accès à l'enseignement supérieur préparent une main-d'œuvre peu qualifiée et prête à se soumettre à des salaires bas, des conditions de travail dégradées pendant qu'un nombre limité d'étudiants pourront poursuivre des études, parce qu'ils en ont les moyens ou parce qu'ils s'endetteront pour le faire. Dès 2022 une réforme des modalités d'accès aux masters va renforcer la sélection avec la mise en place d'une plateforme nationale de tri de type Parcoursup.
Ce qui se joue actuellement dans la mobilisation des sans-facs c'est à la fois l'inscription de ces étudiants dans la fac et la filière de leur choix mais également la démonstration qu'il est possible de contester ce projet d'université. Contre ce modèle d'université ouverte à une minorité, il faut imposer ce que désire la majorité des étudiants : une université ouverte, critique, émancipatrice.

Une victoire des sans-facs serait une victoire pour touTEs

Le président de l'université, M. Gervais-Lambony, bénéficie de peu de soutiens aujourd'hui. La majorité de ses soutiens font partie du corps enseignant de l'université et semblent avoir oublié qu'ils se sont mobilisés contre Parcoursup en 2018. D'autres sont de fervents défenseurs de la sélection et voient dans la possibilité de victoire de la bataille menée par les sans-facs le risque qu'elle en génère d'autres et donne de l'élan à une mobilisation nationale contre la sélection. Ces soutiens accusent les sans-facs et l'UNEF de s'en prendre injustement à la présidence de Nanterre, élue sur la base de son progressisme et qui brille par une combativité qui se limite strictement à ses écrits universitaires, alors que l'entière responsabilité dans l'absence d'inscription des sans-facs serait celle du gouvernement. Bien entendu le manque de moyens dont souffrent aujourd'hui les universités et les mesures austéritaires que sont la sélection et la hausse des frais d'inscription sont le fruit des politiques menées par le gouvernement, avec une offensive notable pendant la présidence de Macron. Seulement, toute présidence d'université qui vote des budgets austéritaires, qui applique la suppression de droits étudiants et qui refuse d'inscrire des jeunes qui occupent ses locaux parce qu'ils n'ont aujourd'hui d'autre perspective que la poursuite de leurs projets, se fait le relai du gouvernement. Toutes celles et tous ceux qui combattent ce gouvernement devraient aider les sans-facs à gagner car, en effet, une victoire des sans-facs serait une victoire, à son échelle, contre cette sélection sociale qui vise à exclure de l'université les enfants d'ouvrierEs et un premier pas vers ce mouvement de plus grande ampleur qu'il faudra mener dans les mois à venir contre la sélection.
CorrespondantEs

Pour les aider à tenir donnons à la caisse de solidarité : https://www.cotizup.com/soutien-occupation-sans-fac

BRETAGNE

Pour le Premier ministre et la police, la langue bretonne est subversive et dangereuse

Il avait parlé breton à un policier français : 80 minutes de rétention pour un retraité lorientais.

La visite de Monsieur Jean Castex, Premier ministre français, à An Oriant/Lorient, était placé sous haute surveillance. Les Halles Merville étaient ainsi fortement sécurisées.

« En France, on parle français »

Un homme en civil portant un vague insigne à la boutonnière lui ayant intimé de ne pas utiliser son entrée habituelle pour pénétrer dans les halles, un retraité lorientais a obtempéré en répondant fort poliment en breton sa langue usuelle : *« Demat »* (*« Bonjour »*) et *« Trugarez »* (*« Merci »*).

DR

À peine avait-il fait cinq mètres qu'il a été entouré de cinq policiers avant d'être conduit par la BAC au commissariat situé quai de Rohan, non sans avoir entendu un discours éminemment politique de la part d'une policière en tenue : *« En France, on parle français ! Un pays, un drapeau, une langue ! »*
L'affaire a duré au total 80 minutes, notre retraité répondant systématiquement en breton aux policiers qui ont dû se résoudre à le relâcher. Aucune loi française n'oblige, pour le moment, à répondre en français aux policiers ou aux gendarmes.
Nous soutenons ce droit inaliénable à parler la langue bretonne, comme le créole aux Antilles, le basque en Euskadi, le yiddish, l'arabe, le serbo-croate, etc., dans la vie de tous les jours. Y compris dans la vie administrative, puisque l'État dispose de traducteurs qui ne demandent qu'à travailler...
Comité NPA Nathalie Le Mel

SAM DECAZEVILLE

La riposte s'organise

Les salariéEs de la SAM à Decazeville ont décidé vendredi 26 novembre en assemblée générale, à l'unanimité, de poursuivre l'occupation de l'usine, de durcir le mouvement et de ne pas respecter la décision de justice. « Pour nous déloger, il faudra qu'ils emploient la force ! » a déclaré David Gisteau, secrétaire de l'UD Aveyron CGT et militant historique de la SAM. Sur une route nationale proche de l'usine, du métal a été déposé par les fondeurs et, dès le week-end, des barricades ont commencé à être montées tout autour de l'usine.

Le tribunal de commerce de Toulouse a décidé de la cessation immédiate des activités de la SAM à la date du 10 décembre. Cette décision veut condamner une usine et 350 emplois.

Renault et le gouvernement massacrent l'emploi

Renault veut en finir avec la SAM. Alors que l'activité était garantie par les commandes actées jusqu'en mars 2022, le tribunal de commerce de Toulouse n'a

COMMERCE

Vendredi noir pour Amazon

Le 26 novembre avait lieu à Amazon le traditionnel Black Friday. Cette opération commerciale a été l'occasion que s'exprime, en interne comme en externe, une opposition inédite à la politique de la célèbre multinationale qui ne fait pas sourire tout le monde, à commencer par ses propres salariéEs.

En France, plusieurs sites ont été secoués par des appels à débrayer lancés par la CGT, FO et Sud. Ils ont été suivis à Lauwin, à Sevrey où un barrage filtrant a été installé par le personnel mobilisé, à Senlis, qui faisait grève pour la première fois, ou à Brétigny-sur-Orge. Sur ce dernier entrepôt, un rassemblement a été organisé à partir de midi, heure du changement d'équipe, à l'entrée, l'occasion pour plusieurs (ex-)employéEs de témoigner de la dureté de leurs conditions de travail en présence d'une délégation d'éluEs de La France insoumise.

ATTAC

« Make Amazon Pay »

Plus encore, les derniers licenciements prononcés, dont certains sont contestés devant les Prud'hommes avec l'aide de la Fédération Sud Commerce, laissent entendre que la direction ne souhaite pas que le personnel fasse de vieux os, histoire de ne pas chercher à remettre en cause l'exploitation dont il est l'objet. La spécificité de ce site est que le nombre d'intérimaires y est proche de celui des salariéEs fixes (2600 respectivement pour 3 000) ce qui contrevient au Code du travail. Toutes et tous sont malheureusement à égalité quand il s'agit, pour celles et ceux dépourvus de véhicule, de rallier l'entrepôt à pied depuis le RER le plus proche, soit une demi-heure de marche dans le froid, voire de nuit pour l'équipe du matin, suite à la fin des navettes dédiées : scandaleux ! En cause également, le doublement par l'entreprise de la prime inflation mise en place par le gouvernement, soit 200 euros comme à Carrefour, pour mieux faire passer la pilule de la perte de 300 euros, la prime de pouvoir d'achat, versée depuisde 2019.

En Europe, le site italien de Piacenza, une place forte du syndicalisme alternatif, a lui été bloqué par plus de 1000 travailleurEs, six autres en Allemagne ont été impactés et, en Pologne, Initiative des Travailleurs, syndicat anarcho-syndicaliste bien implanté dans l'enseigne, en a profité pour dénoncé le licenciement récent de l'une de ses représentantes après que celle-ci eut enquêté sur le décès d'un de ses collègues. Cette journée est indiscutablement une victoire pour la coalition « Make Amazon Pay » qui a réussi à fédérer syndicats et activistes d'une vingtaine de pays mobilisés en même temps.

LD

MANIFESTATION DU 27 NOVEMBRE

La lutte contre les licenciements continue !

Retour sur les manifestation contre les licenciements organisée à Paris samedi dernier, au départ du ministère de l'Économie.

En juillet dernier, les syndicalistes de l'usine PPG de Bezons, sous le coup d'un plan de 208 licenciements et la fermeture du site, avaient annoncé la couleur : après une première victoire qui avait repoussé la mise en place du PSE, ils et elles allaient organiser une manifestation permettant de regrouper toutes celles et ceux qui depuis des mois voient leur vie voler en éclats par la perte de leur travail. Elle a été rendue publique le samedi 2 octobre lors d'une réunion ayant rassemblé 200 personnes présentes au titre de leur organisation politique, syndicale et associative.

NPA

Ils et elles l'avaient dit, ils et elles l'ont fait !

Malgré l'annonce tardive d'une manifestation antifa le même jour, malgré le changement de parcours tardif suite à l'interdiction de la préfecture de se rendre jusqu'au ministère du Travail, ils et elles ont tenu !

Toutes et tous, en répondant à l'appel des PPG, ont fait le choix de construire une nouvelle étape dans la lutte contre les licenciements : la CGT H&M, la CGT et la CFTC PPG, la CGT TUI, Sud Poste 92, Solidaires 76, la CGT Cléon, la CGT sécurité, des délégations de syndicalistes et de jeunes de Lyon, de Grenoble, de Rouen, de Lille, du Mans, le NPA, la FI, EÉLV.

Face au silence médiatique et au renoncement des directions syndicales et politiques, ces travailleurEs ont pris la mesure de leurs responsabilités en entamant eux-mêmes, à la base, cette immense et indispensable tâche de regroupement.

Dans la présidentielle qui s'amorce, notre programme pour renverser le capitalisme et construire une autre société débarrassée du poison de l'exploitation, trouvera sa force et son inspiration aux côtés de telles initiatives déterminées à faire émerger la nécessité d'une lutte d'ensemble.

Correspondante

LES NÔTRES

Patrick nous a quittés

Notre camarade Patrick est décédé ce 18 novembre d'un cancer récidiviste, foudroyant, à l'âge de 58 ans. Nous publions l'hommage des camarades du comité NPA Montbéliard-Belfort.

Issu d'un milieu et d'un quartier populaire, CAP en poche, il avait trouvé du travail dans le bâtiment et avait vécu la galère, ne trouvant que des contrats courts entrecoupés de périodes de « chômedû » comme il disait. Ces injustices, ce mépris des travailleurEs du bâtiment, il a su les surmonter en s'engageant à la CGT. Il aimait les actions fortes et faisait partie de ce noyau dur de la CGT qui n'avait pas peur de s'affronter aux forces de répression, de s'engager dans des actions illégales. Il avait pris son pied en 1996 dans la lutte de « l'Épée », une usine de fabrique de pendulettes menacée de fermeture, et avait occupé avec d'autres pendant trois mois le site, y dormant toutes les nuits, jusqu'à l'expulsion par les CRS.

Patrick, une personnalité révoltée et généreuse

Il avait été un des piliers du comité de chômeurs CGT qui multipliait les actions, occupait des locaux (Pôle emploi…), interpellait les élus, bloquait les trains… Sa soif d'action ne se limitait pas aux coups d'éclat, il avait été militant PCF et avait suivi les questionnements de la fédération du Doubs à propos de la démocratie interne au PCF ce qui lui avait valu d'être exclu, puis il a participé à la création de la fédération communiste démocratique de Franche-Comté. Ce fut pour lui une période enrichissante et pleine de débats. Cette ouverture, cette soif de démocratie l'a amené à rejoindre le NPA à sa création en 2009.

Patrick était de ces personnes révoltées et pourtant si généreuses ; après s'être longtemps occupé de sa mère dépendante, il s'est occupé de sa compagne Thérèse, malade, qui est décédée il y a quatre ans. Il avait partagé tous les combats avec elle puis avait consacré beaucoup d'énergie à la soutenir. Chaque fois que possible il participait aux mobilisations locales, ne ratait jamais une réunion, était bon vivant, se réjouissant de se retrouver entre copains autour d'un verre, d'une bouffe.

Ces dernières années furent marquées par sa lutte contre un premier cancer, sans jamais manifester la moindre plainte ; il avait repris son travail mais a dû s'arrêter en septembre de cette année, affaibli par une récidive. Là encore nous avons été frappés par sa force de caractère, sa dignité et son courage face à l'inévitable. Sa disparition a été tellement rapide que nous n'imaginons pas encore la vie sans lui. Tchao Patrick, notre camarade, notre ami.

Le comité NPA Montbéliard-Belfort

fourni aucun nouveau délai. Mais cette décision n'est pas acceptée dans l'usine et le bassin industriel de Decazeville. Il s'agit de refuser toute légitimité à cette instance patronale qui n'a de tribunal que le nom et qui est au seul service des pires licencieurs.

Renault, en refusant tout projet de reprise, est bien sûr responsable. Le gouvernement a couvert et laisse faire le forfait. Ils ont menti pendant des mois alors que leur décision était prise. La volonté de Renault de liquider toutes les fonderies qu'il détient ou dont il est donneur d'ordre s'inscrit dans une politique délibérée : achever dès maintenant la fin de production de voitures thermiques en France pour ne plus y fabriquer que des voitures électriques alors qu'aujourd'hui elles représentent moins de 10 % des voitures vendues.

Tout le reste a vocation à être fabriqué ailleurs. Cette restructuration est d'abord fondée sur des critères de profit. Et tant pis pour des fonderies comme celle de Viviez, en capacité de fabriquer des pièces aussi pour les motorisations électriques.

C'est tout ce système fait de complicités camouflées qu'il faut mettre à bas.

On lâche rien

La lutte n'est pas finie à la SAM. Les épreuves qui jalonnent le parcours de lutte depuis plusieurs mois témoignent d'une arrogance patronale qui ose s'amplifier à chaque étape. Le collectif de travail et de lutte de la SAM a réussi à se maintenir. Dans les semaines qui viennent, Renault et le gouvernement vont tenter de le mettre à mal en essayant de le diviser

Oui, emplois et activités peuvent et doivent être maintenues dans ce bassin. Mais le marché capitaliste est incapable de trouver des solutions durables garantissant emplois et activités. À chaque fois la course au repreneur est trop souvent un leurre. C'est bien vers la socialisation des activités sous le contrôle de ceux et celles qui produisent qu'il faudrait aller pour garantir emplois et activités satisfaisant les besoins de la majorité.

Le 1er décembre, un rassemblement régional de l'Occitanie était prévu devant la SAM. Ce rassemblement est devenu celui, ouvert à tous les syndicats et forces militantes, de toutes et tous.

Le verrou est politique. Notre colère doit ouvrir la voie à la lutte tous ensemble nécessaire pour faire céder ce gouvernement complice.

Correspondants

UD CGT Aveyron

#Poutou2022

Alerte pour les parrainages

La quête pour parvenir à rassembler les 500 parrainages pour Philippe Poutou bat son plein. Nous venons d'atteindre les 175 promesses. Mais le rythme de remontée des promesses est insuffisant et met en danger notre candidature.

Le nombre de camarades présentEs sur les routes a tendance à augmenter ces derniers jours. Même certains de nos sympathisantEs se mettent à chercher, à l'image du YouTubeur « Un Monde riant » de Franche-Comté qui propose ses services militants pour que Philippe ait ses signatures et qui a été retweeté (à l'heure où ces lignes sont écrites) plus de 2000 fois ! Des signatures commencent également à remonter spontanément de la part de quelques éluEs. Il s'agit là de bonnes nouvelles. Néanmoins, il faut que la cadence augmente encore plus. Notre absence ou quasi-absence sur certains départements doit être comblée. La fréquence des tournées doit être amplifiée via la mise en mouvement de nouvelles personnes. C'est maintenant qu'il faut revoir les maires déjà vuEs et en rencontrer des centaines de nouveaux.

Capitaliser sur hier et préparer demain

Les maires rencontréEs dans les derniers mois ont, pour beaucoup, demandé à être revuEs à la fin de l'année, et pour certainEs à la toute fin du processus des parrainages, en février. Mais nous ne pouvons, malheureusement, pas attendre cette échéance. Pour assurer la présence du NPA à l'élection présidentielle, il faut que le nombre de promesses à la fin de l'année et au tout début de 2022 soit suffisamment élevé. Concrètement, nous devons rassembler au moins 250 promesses d'ici début janvier.

Mais cet objectif doit être coordonné avec un second, qui est de voir encore et toujours des maires qui n'ont pas encore été rencontréEs. Ce sont ces éluEs qui nous parraineront dans les dernières semaines pour nous permettre d'atteindre les 500 et le ticket pour la présidentielle.

Plus de temps à perdre

Une fois ces faits rappelés, donnons-en quelques autres. D'abord, une grande majorité d'éluEs ne souhaitent pas parrainer un candidat, ce qui nécessite de longues discussions pour les faire évoluer sur ce point, mais surtout de rencontrer 10, 15, 20 maires pour obtenir une signature. Ensuite, nous ne sommes pas les seulEs à chercher des parrainages et nous savons que les principaux et principales candidatEs, avec des appareils politiques comptant beaucoup d'éluEs (comme Hidalgo, Jadot, Roussel), même s'ils sont assuréEs d'avoir les 500 signatures, essayent d'en rassembler bien davantage pour empêcher d'autres candidatures. C'est pourquoi il y a urgence à prendre la route pour aller à la rencontre des maires que n'ont pas encore été visitéEs. Et même s'ils et elles l'ont été, certainEs hésitent et savent que l'absence d'un candidat comme Philippe Poutou serait un problème démocratique majeur vu ce qu'il représente (un courant politique historique, un non-professionnel de la politique, etc.). Aussi, vu la situation où, concrètement, seul Philippe Poutou risque, à gauche, de manquer de signatures, il ne faut pas s'empêcher de dire aux hésitantEs que le jeu en vaut la chandelle : leurs parrainages deviennent une urgente nécessité et donner à Poutou est plus utile qu'à unE candidatE qui est sûrE de les obtenir.

C'est pourquoi l'ensemble des militantEs du NPA, ses sympathisantEs, doivent s'organiser pour aller massivement à la rencontre des éluEs dans les prochains jours afin de nous offrir un premier cadeau de Noël en dépassant les 250 promesses !

Équipe nationale signatures

#Poutou2022

Succès de la venue à Toulouse de Philippe Poutou, candidat de l'urgence anticapitaliste !

La campagne de Philippe Poutou est bel et bien lancée. Il est venu à Toulouse mardi 23 novembre pour défendre les perspectives du Nouveau Parti anticapitaliste : le ras-le-bol de Macron, le refus de l'extrême droite, la nécessité d'un programme d'urgence anticapitaliste, la volonté de reconstruire une gauche qui n'a pas renoncé et qui ne lâchera rien.

Au total, ce sont plus de 900 personnes qui sont venues à la rencontre du candidat anticapitaliste, ce qui est un véritable succès. Une vraie lueur d'espoir dans ce début de campagne qui serait condamnée, selon les médias et les instituts de sondages, à un affrontement entre Macron et l'extrême droite.

Une journée bien remplie

La journée de Philippe Poutou a commencé avec sa participation au rassemblement initié par la CGT 31 devant le garage Renault pour soutenir les salariéEs de la SAM dans l'Aveyron. Renault, unique client de la SAM, organise la liquidation de la fonderie en refusant tout repreneur. Philippe Poutou, qui s'est battu pendant des années contre Ford, jusqu'à la fermeture de son usine, a ainsi exprimé sa solidarité face aux patrons voyous de l'automobile.

Philippe Poutou s'est ensuite rendu à l'université Jean-Jaurès pour un meeting qui a fait salle comble avec plus de 500 étudiantEs enthousiastes de recevoir le candidat sur leur lieu d'études. Alice et Diane du NPA jeunes ont présenté le programme du NPA pour la jeunesse et ont exprimé leur solidarité avec la grève générale en Guadeloupe. Philippe Poutou a ensuite présenté la campagne du NPA et échangé avec la salle.

NPA

NPA

Meeting le soir en centre-ville

Un second meeting a eu lieu le soir au centre-ville. Il a regroupé 400 participantEs. Un meeting sous les couleurs des luttes et du combat contre les violences faites aux femmes. Tennessee a rappelé le combat du NPA sur les questions écologiques. Bettina, animatrice périscolaire et Marie, syndicaliste dans la santé ont (re)présenté les luttes dans leurs secteurs respectifs. Pauline Salingue, porte-parole de Philippe Poutou, est intervenue sur la situation des femmes et sur les luttes contre les violences et le patriarcat à deux jours de la manifestation du 25 novembre. Enfin, Philippe Poutou a posé les perspectives de la reconstruction d'une gauche de combat, une représentation politique de notre camp social qui fait tant défaut dans la situation politique. La campagne présidentielle sera l'occasion de défendre cette perspective.

NPA 31

Agenda

Jeudi 2 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rennes. À 19 h, Maison de Quartier de Villejean, 2, rue de Bourgogne à Rennes.

Mardi 7 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Lille université. À 12 h, Campus Pont-de-Bois.

Mercredi 8 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Grenoble. À 20 h, Office du tourisme de Grenoble, 14, rue de la République.

Vendredi 10 décembre, réunion publique du NPA avec Pauline Salingue, Orléans. À 20 h, salle Eiffel, 17, rue de la Tour-Neuve.

Samedi 11 décembre, fête du NPA 92 avec Philippe Poutou, Nanterre. De 17 h 30 à 2 h, meeting à 19 h 30, Ciné'Art, 5 bis, rue des Anciennes Mairies (RER .

Jeudi 16 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Beauvais (60). À 20 h, amphithéâtre du Pré-Martinets.

Lundi 17 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rouen. À 20 h, à la Halle aux Toiles, 19, place de la Basse-Vieille-Tour, Mº Théâtre-des-Arts.

Souscription du NPA

De l'argent, il y en a, mais il n'est pas magique

« Il n'y a pas d'argent magique ! ». Jamais avare de formules aussi détestables que révélatrices de sa classe sociale, ainsi répondait Macron le manager à un soignante ulcérée de la destruction de l'hôpital public. Nous étions en l'an de disgrâce 2018. En cette fin d'année 2021, après bientôt deux années de pandémie et une étonnante politique libérale de « socialisme de l'offre » mieux connue sous le nom de « quoi qu'il en coûte », nous serions cyniquement tenté donner raison à Manu le yuppie.

« *Il n'y a pas d'argent magique !* » C'est bien vrai, tant on sait qu'il faudra payer l'addition de la « sauvegarde de l'économie » par une cure d'austérité sans précédent pendant le prochain quinquennat présidentiel. Même l'improbable victoire d'un candidat social-libéral en 2022 ne nous mettra pas à l'abri d'une « maitrise des dépenses ». Et une improbable victoire de Jean-Luc Mélenchon, ne réglerait pas le problème, tant son programme réformiste n'aurait aucune chance d'être appliqué sans des mobilisations sociales d'une ampleur inédite et que sa stratégie comme sa pratique politique ne favoriseraient pas.

« Tout est à nous, rien n'est à eux »

« Il n'y a pas d'argent magique ! » Cela veut donc dire que l'argent existe évidemment… mais n'est pas magique. La question est donc de savoir d'où il provient, qui le génère, puis le retient ou le distribue, mais aussi pour quoi, pour qui, et comment. Nous savons que seuls les travailleurEs produisent de la valeur grâce aux ressources naturelles et que la monnaie n'en constitue qu'une forme particulière. Voilà pourquoi « Tout est à nous, rien n'est à eux » ! Nous savons aussi que le capital est un rapport social, que le capitalisme est un mode de production et qu'il faudra, dans le cadre d'une révolution, le remplacer un autre nommé éco-socialisme. Alors les besoins sociaux seront déterminés de manière démocratique et écologique dans une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions. Mais en attendant d'avoir tout (re)pris à la bourgeoisie, nous nous devons d'être indépendants d'elle à tous points de vue, y compris financier.

Une campagne de souscription vitale pour nos finances

« Il n'y a pas d'argent magique ! » Certes, le NPA fait profiter ses donateurEs et cotisantEs d'une déduction fiscale. Certes, le NPA serait ravi de pouvoir profiter à nouveau de l'aide financière de l'État si ses résultats aux législatives le lui permettaient. Mais jamais ces facilités n'ont remis en cause sa détermination à vivre sans l'aide de l'État bourgeois. Voilà pourquoi le NPA ne finance son activité vitale que par les dons et les cotisations qu'il reçoit.

Voilà pourquoi, comme chaque fin d'année, notre campagne de souscription est vitale pour nos finances. Environ un tiers de nos dépenses courantes est ainsi couvert : impressions en tout genre, voyages, loyers, impôts, taxes, assurances, locations de salles et de matériel, salaires et cotisations, fournitures diverses, honoraires d'avocats, d'expert-comptable, de commissaires aux comptes, etc.

Comme d'autres, le NPA est une organisation utile à notre camp social dans la lutte de classe : dans la rue, les lieux de travail et d'étude bien sûr, mais aussi dans les urnes. Lui faire un don est l'une des formes de soutien que vous pouvez lui apporter ! Nous comptons sur vous !

Bande dessinée

Le 49e festival d'Angoulême est prêt

La journée de lancement et de présentation du programme ainsi que le dévoilement de la compétition officielle du 49e festival de BD d'Angoulême (27 au 30 janvier 2022) s'est tenue au Musée de l'Immigration à Paris, porte Dorée, mardi 23 novembre.

Le lieu était symbolique à un moment politique nauséabond auquel le monde de la BD s'oppose massivement. En conséquence, le Musée de l'immigration décernera un prix, sur la base d'une sélection de huit ouvrages, lors du festival à une BD traitant du sujet. *L'Anticapitaliste* y était invité et nous livrons ici quelques évènements qui pourraient marquer cette 49e édition pas encore entièrement libérée des risques liés à la pandémie

La diversité au centre de la programmation des expositions

La diversité des artistes et des œuvres présentée via des expositions, contribuera à proposer autant de portes d'entrée à un monde ouvert en résistance : Chris Ware (américain « underground » et Grand Prix 2021), Aude Picault (féminisme et érotisme), René Goscinny (« The Last Prophet »), Loo Hui Phang (arts graphiques), Christophe Blain (Western), Simon Roussin (BD et Dada).

À l'heure où 77 % des enfants (7-15 ans) lisent des bandes dessinées, les expositions *Mortelle Adèle*, personnage culte d'une génération de pré-adolescents, ainsi que le duo Camille Jourdy et Lolita Séchan, seront autant d'incitations à la découverte et à la lecture tout simplement.

En dépit de la situation sanitaire qui complique beaucoup les relations avec l'Asie, le festival peut d'ores et déjà garantir deux expositions, reflet d'approches créatives très différentes mais en lien avec un discours critique : Shigeru Mizuki et Tatsuki Fujimoto. L'espace Manga City, élargi, offrira une large diversité éditoriale et d'animations culturelles qui sera complétée et musclée en fonction de la situation sanitaire. Une « hénaurme » surprise est annoncée mais…

46 albums en compétition officielle pour les « Fauves » et 37 autres pour les divers prix

La sélection officielle met en avant deux romans graphiques dont *l'Anticapitaliste* a fait la « promotion » à la rentrée. *Le Grand Vide* de Léa Murawiec, jeune autrice entièrement formée à Angoulême qui livre une critique implacable de nos sociétés soumises au diktat du paraître, et *l'Espoir malgré tout* d'Émile Bravo qui ressuscite le « vrai » Spirou résistant pendant l'occupation nazie de la Belgique. Les 83 livres retenus cette année explorent, au travers de démarches artistiques multiples, une diversité de situations et de sujets qui devrait permettre à chacun de trouver son bonheur dans la lecture et dans la promotion de la jeune création. Outre le graal du « Fauve d'or », les différents autres « Fauve » (« Jeunesse », « Écologie », « Polar », « Lycéens », « Patrimoine », etc.) mettent l'accent sur un sujet plus spécifique bien que tous soient intersectionnels.

Projet un peu avorté en 2021 en raison de la pandémie : les scénaristes, souvent oubliés, seront particulièrement mis à l'honneur avec deux prix « Goscinny », dont le prix du jeune scénariste.

Et le social ?

La pandémie, en ne permettant pas le regroupement massif des créateurs, n'a pas permis l'an passé de renouveler la contestation sur la place publique comme les années précédentes à Angoulême. Pourtant, la situation sociale des créateurs et créatrices ne s'est pas ou très peu améliorée (le site internet de la mutuelle fonctionne enfin !). Le grand capital de l'édition fixe toujours des règles iniques et cherche même à échapper à la « lourdeur » des vieilles maisons d'édition plus enclines à négocier devant un rapport de forces. La concentration massive dans le secteur de la diffusion conduit à des projets de « libre auto-entrepreneur » qui pourrait encore assécher les revenus des à-valoir (acompte sur commande).

À cette situation s'ajoute le projet de création du parc d'attraction « Imagiland » sur le thème de la BD au sud d'Angoulême. Bien évidemment en lieu et place d'une zone humide et à l'intérêt culturel nul. Les oppositions se sont construites notamment pendant la campagne des régionales et des investisseurs financiers importants reculeraient mais rien n'est certain.

Et si on faisait une BD où le culturel, le social et l'écologie manifesteraient et gagneraient ensemble !

Sylvain Chardon

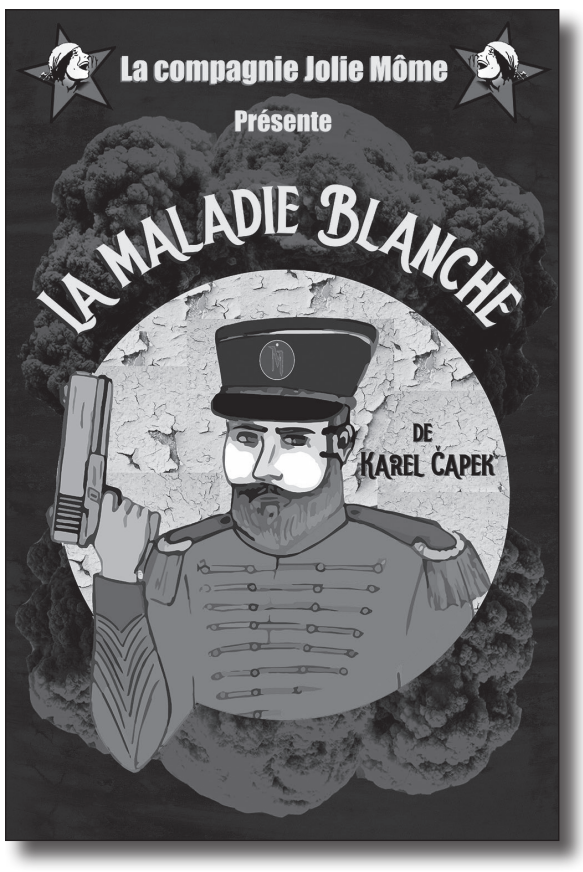
COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Théâtre

La maladie Blanche, de Karel Capek

Un spectacle de la compagnie Jolie Môme.
3, 4 et 5 décembre à la Belle Étoile (Saint-Denis) :
plein tarif 20 euros, réduit 13 euros.

Cette pièce fut montée au théâtre de Prague en 1937. Une pandémie se propage, elle se traduit par l'apparition de de taches blanches. Mortelle, cette maladie touche principalement les personnes âgées de 45 ans et plus. Alors que les cliniques et les institutions n'arrivent pas du tout à faire face, un médecin généraliste trouve alors un remède. Le docteur se verra confier la salle des indigents, ou sont entassés les malades, pour y effectuer son étude clinique. Il décidera alors de ne soigner les malades que les plus précaires, il sélectionne ses patientEs en fonction de leurs ressources et le prix de la consultation est affiché à la porte : *Tarif « Guerre à la guerre »*.



Pure critique de la bourgeoisie et des nationalistes

Quand la femme du maréchal qui mène la guerre tombe malade, ou encore le comptable d'une grosse industrie d'armement, les dominantEs useront de toutes les magouilles possibles pour se faire soigner. Le clinicien conseiller de l'État tentera lui, de s'approprier le remède.

Ce texte est une pure critique de la bourgeoisie et des nationalistes, la troupe de Jolie Môme nous en livre un spectacle très rythmé et des performances de comédienEs remarquables.

Ainsi s'entremêlent le jeu burlesque (car comme dans beaucoup de textes, les rôles sont masculins, les comédiennes se livrent au jeu du genre opposé en se travestissant), le jeu inspiré de la comedia dell'arte, ou encore relevant du clown, avec par moments quelques inspirations chaplinesques.

Un spectacle très riche, dans son contenu, dont la mise en scène est époustouflante et ne laisse aux spectateurEs que peu de répit, les artistes passent de la contrebasse au jeu, au chant quand d'autres intercalent clavier, répliques et batterie, tout en assurant des changements de costume d'une rapidité hallucinante et permutant ainsi d'un personnage à l'autre dans justesse de jeu et une énergie palpitante.

Une note de fraîcheur et d'espoir en l'humanité dans ces temps si obscurs, un spectacle de haute qualité, que vous pourrez voir si vous vous empressez de réserver auprès du théâtre de La Belle Etoile à Saint-Denis (93) car il ne reste que trois dates : les 3, 4 et 5 décembre 2021.

Diego Moustaki

Prochain spectacle : *L'Exception à la règle* de Bertolt Brecht, du 11 mars au 6 avril.

Bande dessinée

Élise et les nouveaux partisans, de Dominique Grange et Jacques Tardi

Éditions Delcourt. 176 pages, 24,95 euros.

Chouette, un nouveau Tardi… Avec Dominique Grange au scenario, dans ce nouvel opus, le dessin de Tardi traverse une vingtaine d'années de notre histoire. De cette Histoire qui peine à entrer dans les livres du même nom, celle de la guerre d'Algérie et de la Palestine, à laquelle il est toujours difficile à certainEs de concéder le grand H. De l'histoire de nos vies militantes, celles des générations nées à la politique dans les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale. Et puis de l'histoire d'Élise…

Histoire des luttes

Les première planches nous plongent, « à la Tardi », au cœur d'un Paris tourmenté, au contact de la police de l'État français, du sinistre Papon, qui matraque, piétine, brutalise, assassine des centaines d'Algériennes et d'Algériens le 17 Octobre 1961. Dessin précis, ambiance restituée avec émotion, la nausée nous prend et la révolte monte. Puis Charonne, en 1962, ses morts et l'ambivalence d'une protestation bien plus massive qu'en octobre 1961, qui laisse comme un malaise car cette fois les victimes ne sont pas algériennes… Et puis s'enchaînent les grandes grèves, mai 1968, l'assassinat de Pierre Overney.

Une histoire du monde

Miroir fidèle de la vision du monde que nous partagions alors, l'internationalisme s'invite au fil des pages via Prague, la Palestine, le Vietnam… Qu'ils et elles aient été maoïstes, trotskistes ou autre, les milliers de jeunes alors engagéEs pour la révolution socialiste, ne voyaient pas d'autre échelle à leur action que le monde ! Les débats stratégiques qui faisaient rage s'appuyaient sur les expériences chinoises, latino-américaine – Cuba, le Chili – ou africaine. Les différents personnages qui peuplent l'histoire d'Élise agissent sur la toile de fond de ces années souvent difficiles, notamment face à la répression, à la prison, même, mais malgré tout tellement joyeuses. La question n'était pas de savoir SI on allait faire la révolution, mais de savoir quand et comment on y parviendrait !

Histoire de nos vies

Souvent, de ces histoires entrecroisées, au cœur desquelles se déroule la véritable histoire d'Élise, nous pourrions dire « J'y étais » ou « Nous aurions pu y être », nous-mêmes ou d'autres nous-mêmes, tant ces histoires sont devenues notre patrimoine politique commun… Élise traverse des épreuves et des situations qui ont été le cœur palpitant de ces générations : celles et ceux qui sont « montéEs à la capitale », pour le travail, pour s'épanouir dans leur art, pour se réaliser, pour militer ; celles et ceux qui se sont établiEs, pour porter la révolution dans les entreprises, au cœur de la classe, et qui souvent n'ont pas pu ou pas su y rester ; celles et ceux qui ont été tentéEs par la violence, qui l'ont éprouvée le 21 juin 1973 ; celles et ceux qui ont emprunté le chemin de l'action directe, mis un pied ou deux sur les sentiers du terrorisme.

L'histoire d'Élise…

Cette jeune femme, incarnation exacte de l'auteure, qui déambule au milieu de cette arène excitante, cette provinciale timide, c'est elle qui, finalement illumine le récit. Parce que c'est son histoire, pour de vrai, parce qu'elle a connu et vécu tous ces choix de vie, ces dilemmes politiques et stratégiques, aux implications très personnelles, parce qu'elle a traversé l'aventure du maoïsme et des maoïstes, qu'elle en est sortie vivante et libre, sans renoncement et pleine d'espoir, pour elle, pour toutes et tous. Et aussi parce qu'elle a légué à celles et ceux qui luttent le chant, tant de fois repris, des nouveaux partisans !

Vincent Gibelin

Voir en ligne : https://www.editions-delcourt.fr/videos/elise-et-les-nouveaux-partisans-la-bande-annonce

«Aux États-Unis, l'insécurité alimentaire est beaucoup plus élevée qu'avant le covid»

Lorsque la pandémie de Covid-19 a chamboulé l'économie au printemps et à l'été 2020, des dizaines de millions d'AméricainsE ont perdu leur emploi et sont devenus de plus en plus vulnérables à la faim. En conséquence, le réseau de banques alimentaires du pays a connu un pic soudain de fréquentation. Par Sasha Abramsky, journaliste free-lance aux États-Unis.

CFBNJ

Juste avant et au début de la pandémie, les banques alimentaires ont distribué 1,1 milliard de livres [1 livre = 0,45 kg] de nourriture au cours du premier trimestre de 2020. À l'automne de cette même année, elles en distribuaient 1,7 milliard. Depuis, cette augmentation vertigineuse s'est stabilisée ou a quelque peu diminué dans de nombreux endroits, mais cela ne signifie pas que le pays ne souffre plus d'une épidémie d'insécurité alimentaire. Bien au contraire : les grandes banques alimentaires du pays font toujours état de niveaux de besoins bien plus élevés – et de distribution de nourriture pour tenter de répondre à ces besoins – que ce n'était le cas avant le covid.

60 % d'augmentation de la fréquentation des banques alimentaires à Washington

À Washington, par exemple, les grandes banques alimentaires font état d'une augmentation de leur fréquentation de plus de 60 % par rapport à 2019. En clair, à l'approche de Thanksgiving, des millions d'AméricainEs luttent quotidiennement pour nourrir leur famille avec un strict minimum. S'ils sont en mesure d'avoir un bon repas, ce sera probablement uniquement grâce aux organisations caritatives alimentaires et à leurs bénévoles et donateurs.

Entre-temps, le nombre d'inscriptions au Programme d'aide alimentaire supplémentaire (SNAP-Supplemental Nutrition Assistance Program) a augmenté de 7 millions par rapport à il y a deux ans. Plus de 42 millions d'AméricainEs bénéficient désormais de bons alimentaires. Parmi eux, plus de quatre sur dix sont membres de familles dont au moins une personne travaille. Dans une grande partie du Sud, plus de 15 % des habitantEs bénéficient du SNAP. Au Nouveau-Mexique, l'État où le taux d'utilisation des bons alimentaires est le plus élevé du pays, plus d'un habitantE sur cinq est inscrit au SNAP. C'est en réponse au recours accru au SNAP que l'administration Biden a mis en place, au début de l'année 2021, la plus importante augmentation permanente de la valeur des bons. Grâce à cette augmentation, une famille de quatre personnes peut désormais recevoir jusqu'à 835 dollars par mois en prestations SNAP. D'un certain point de vue, ces chiffres et la résistance du SNAP face à l'hostilité de longue date des Conservateurs à l'égard du programme sont des réussites : des dizaines de millions d'AméricainEs ne disposent pas d'une sécurité économique suffisante pour se nourrir facilement, eux et leurs familles. Et, heureusement, le pays ne connaît pas d'épidémie de famine. Au contraire, ses réseaux caritatifs ont tourné à plein régime et un mécanisme de distribution de nourriture a été mis en place afin de mettre en échec la faim pour la grande majorité des bénéficiaires. Dans le même temps, le SNAP est devenu la réussite de facto d'un filet de sécurité sociale par ailleurs en déclin.

De nombreuses personnes qui dépendent de l'aide alimentaire ont un emploi

Si l'on regarde les choses d'un autre point de vue, ces chiffres sont une mise en accusation dévastatrice du modèle économique actuel des États-Unis : dans le pays le plus riche du monde, qui compte plus de milliardaires que n'importe où ailleurs sur Terre, un large pourcentage de la population n'a pas la capacité de mettre de côté les ressources financières nécessaires pour pouvoir facilement se nourrir et nourrir ses enfants. Au lieu de cela, ils doivent se rabattre soit sur la charité, soit sur l'aide gouvernementale. De nombreuses personnes qui dépendent de l'aide alimentaire ont un emploi – mais pas un emploi suffisamment rémunérateur pour leur permettre d'acheter de la nourriture pour leur famille. Dans le Sud, en particulier, où le salaire minimum local dépasse rarement le minimum fédéral de 7,25 dollars de l'heure (moins de la moitié de ce qu'il est dans les villes et les États qui se sont rapprochés, ces dernières années, du « salaire vital » de 15 dollars), le scandale de l'insécurité alimentaire des travailleurEs pauvres reste omniprésent. Il s'agit d'une crise – amplifiée, mais en aucun cas créée, par la pandémie – non pas due à des défaillances de la production alimentaire, mais à la montée en flèche des inégalités. Il est clair qu'il n'y a pas de pénurie de nourriture aux États-Unis, mais il y a une pénurie de revenu disponible chez un pourcentage croissant de personnes au bas de l'échelle économique. En tant que société, nous sommes devenus accoutumés à la réalité stupéfiante des familles qui connaissent des pénuries alimentaires dans un contexte de surabondance d'aliments de base. Alors que le pays [vient de] célébrer une fête (Thanksgiving) qui, pour beaucoup, consiste à festoyer copieusement avec la famille et les amiEs, cette crise a été exacerbée par des mois d'inflation élevée, en particulier dans des secteurs clés de l'économie tels que le carburant et la nourriture. Le prix de certaines viandes a augmenté de près de 10 % l'année dernière. Plus inquiétant encore, cet été, dans diverses catégories d'aliments, comme les œufs, les prix ont commencé à augmenter de 3 % par mois.

De dangereux parcours de funambules économiques

Si cela se poursuit pendant une période prolongée, cela aura des répercussions massives sur le pouvoir d'achat des AméricainEs pauvres qui consacrent déjà une part largement disproportionnée de leur revenu limité à la nourriture. Alors que le montant moyen du revenu personnel disponible que les AméricainEs consacrent à la nourriture (pour la préparer dans leur domicile) est passé de 13,7 % en 1960 à 5,7 % en 2000 à mesure que les revenus augmentaient et que le coût des aliments diminuait, cela n'a jamais été le cas pour les AméricainEs pauvres. En fait, selon les estimations (datant d'il y a cinq ans) du département de l'Agriculture, le quintile le plus pauvre des AméricainEs dépensait encore pour l'alimentation entre 28 et 42 % de son revenu avant impôt.

Étant donné que les AméricainEs à faible revenu sont aussi particulièrement touchés par la hausse des prix du logement, du carburant et d'une série de biens de consommation tels que les voitures d'occasion, les poussées inflationnistes au sein de l'industrie alimentaire menacent de rendre leur parcours de funambules économiques encore plus dangereux.

En conséquence, même si le taux de chômage global est revenu à des niveaux proches de ceux d'avant la pandémie – les dernières données du Bureau of Labor Statistics font état d'un taux de chômage de 4,6 % –, même si les taux de pauvreté globaux ont baissé à des niveaux presque historiquement bas en raison de l'intervention massive du gouvernement dans l'économie, l'insécurité alimentaire reste répandue aux États-Unis.

Sasha Abramsky

Traduction rédaction À l'Encontre.

L'image de la semaine

Vu ailleurs

MANIFESTATIONS EN IRAN SUR FOND DE PÉNURIE D'EAU. *Sécheresse chronique, pénuries, coupures d'électricité… L'Iran traverse depuis plusieurs années une crise de l'eau poussant de nombreux Iraniens à manifester dans les rues. Depuis plus de deux semaines, les protestations se sont accrues dans la région d'Ispahan, où les habitants reprochent aux autorités de détourner l'eau de la rivière Zayandeh Rud de cette ville du centre du pays jusqu'à la province voisine de Yazd, qui manque aussi d'eau.*

Vendredi 26 novembre, des heurts ont éclaté entre les forces de police et les protestataires, parmi lesquels des agriculteurs dont les cultures se tarissent. Selon le porte-parole de l'hôpital universitaire d'Ispahan, Nourodin Soltanian, cité samedi par l'agence de presse Mehr, plusieurs manifestants ont été blessés, dont «deux dans un état grave». «Nous avons arrêté 67 des principaux auteurs et fauteurs de troubles», *a déclaré à l'agence de presse Fars le général Hassan Karami, un haut responsable de la police nationale. Depuis, la police anti-émeute est déployée dans la ville et dissuade les habitants d'approcher le secteur du pont Khadjou, près du fleuve qui est, comme souvent, asséché.*

L'Iran est durement touché par le changement climatique, à quoi s'ajoutent la pression démographiques et le résultat de mauvais choix de gestion de la ressource en eau, expliquait en juillet, à Reporterre, *le spécialiste de l'Iran Thierry Coville, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) :* «L'eau est surconsommée par une population de plus en plus nombreuse et par les industries, mais également en raison du développement d'une agriculture nécessitant beaucoup d'eau. Les manifestants dénoncent régulièrement le fait que la République islamique d'Iran a construit trop de barrages depuis la révolution, ce qui contribue à épuiser la ressource *[647 étaient en fonction en 2015, favorisant ainsi l'assèchement des zones humides.]*. Enfin, depuis le début des années 2010, l'État sous-investit dans l'entretien du réseau de distribution d'eau, les eaux usées ne sont plus assez traitées, ce qui s'explique en partie par le régime de sanctions que subit le pays. Il en résulte les coupures d'électricité et les sécheresses chroniques, d'une ampleur sans précédent.»

«En Iran, le manque d'eau provoque des manifestations», *Reporterre*, 29 novembre 2021.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : 12 € = 3 MOIS D'HEBDO ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement **(chèque à l'ordre de NSPAC)** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

	Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	☐ 6 mois 35 €	☐ 1 an 70 €	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
Mensuel	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 60 €	☐ 1 an 120 €	☐ 6 mois 45 €	☐ 1 an 90€
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		☐ 3 mois 12 €	

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo ☐ 17,5 € par trimestre — Mensuel ☐ 12,5 € par trimestre — Hebdo + Mensuel ☐ 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo ☐ 12,5 € par trimestre — Mensuel ☐ 10 € par trimestre — Hebdo + Mensuel ☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : ..... Ville : .....
Mail : .....

Désignation du compte à débiter

IBAN
BIC

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org